

**Syndicat Intercommunal d'Energie du Département de la Haute-Saône**

**(SIED 70)**

**20, avenue des Rives du Lac – 70000 VAIVRE-ET-MONTOILLE**

**Tél. : 03.84.77.00.00 – Fax : 03.84.77.00.01**

**E-mail : contact@sied70.fr**

*Attention lieu  
de la réunion*

**REUNION DU COMITE SYNDICAL**

**Samedi 24 mars 2018 à 9 heures 30**

**à l'amphithéâtre de l'ESPACE 70  
Route de Saint-Loup à VESOUL**

**ORDRE DU JOUR**

-  Le rapport d'activité 2017
-  Les comptes administratifs 2017
-  Les budgets 2018
-  Négociation du nouveau contrat de concession électricité

**Pour délibérer valablement 289 délégués  
devront participer à cette réunion.  
Merci à toutes et tous pour votre présence.**

---

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE  
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE**

**POUVOIR**

*à remettre en début de séance par le titulaire du pouvoir qui aura à émarger à la place du délégué représenté*

Je soussigné (e) ....., délégué (e) de la commune  
de....., empêché (e) d'assister à l'Assemblée Générale du 24 mars 2018 donne pouvoir à  
M....., délégué (e) de la commune de ....., pour me  
représenter et voter en mon nom à cette réunion.

Fait à ..... le .....

(1)

(1) Ecrire « Bon pour pouvoir »

Nota : - pour sa commune d'élection, un suppléant n'a pas besoin du pouvoir d'un titulaire

- un délégué ne peut disposer que d'un seul pouvoir

- **le pouvoir ne sert pas au calcul du quorum**

## Rapport d'activité 2017

Faits marquants au cours de cette année 2017 :

1/ La décision du Bureau syndical (par délibération du 16 janvier 2017), de lancer les études de faisabilité pour les opérations de production hydraulique d'électricité sur les sites de Pont sur l'Ognon et de Saint Germain, après obtention des accords de principe des communes et du SIAHVO.

2/ Le transfert de la compétence « Chaufferie bois et réseau de chaleur », accepté par délibération du 1<sup>er</sup> avril 2017 du Comité Syndical, suite à la délibération de la ville de Vesoul du 12 décembre 2016, pour la reprise de desserte du quartier du Montmarin qui englobe, outre 3 écoles, un gymnase et un centre culturel pour la commune de Vesoul, plus de 900 logements gérés par Habitat 70, 3 lycées du Conseil Régional, 1 collège et un centre administratif (Espace 70) pour le Département de la Haute-Saône, l'IME et l'ADAPEI.

3/ La modification des statuts du Syndicat vers ceux d'un Syndicat Mixte fermé suite à la prise de compétence par la Communauté de communes du Val Marnaysien en tant qu'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Electricité.

4/ Le lancement d'un appel à projets « rénovation thermique des bâtiments communaux » doté de 1 million d'euros destiné à aider les communes dans une démarche de maîtrise des consommations d'énergie.

5/ La signature d'une convention avec les lauréats TEPCV (Pays et Communautés de communes) permettant la valorisation de 950 000 MWh cumac

5/ L'autorisation donnée au Président par le Comité pour le lancement d'une consultation pour une Délégation de Service public Gaz pour la création d'un réseau de distribution de gaz naturel sur le secteur de Champagny après avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) et du comité paritaire ;

6/ L'adhésion au 31 décembre 2017 de 30 collectivités au groupement de commandes mis en place par les 8 syndicats départementaux d'énergie (SDE) dans le cadre de leur alliance pour l'achat d'énergies (21 communes, 4 communautés de communes, 3 syndicats à vocation unique, un syndicat mixte et une association (Office du tourisme de Port-sur-Saône pour Saône expo) pour un total de 121 points de livraison toutes énergies confondues

7/ Le déploiement des bornes de recharge pour véhicules électriques avec l'inauguration de la 1<sup>ère</sup> borne de recharge le 21 mars 2017.

## Comptes Administratifs 2017

Le SIED 70 dispose d'un budget principal et de 6 budgets annexes :

- « Conseil » ;
- « Prestations de services » ;
- « Chaufferie de Scey-Sur-Saône » ;
- « Chaufferie de Gy » ;
- « Chaufferie de Marnay » ;
- « Chaufferie de Vesoul ».

Le budget principal et le budget annexe « Conseil » relèvent de la nomenclature M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif. Les autres budgets annexes sont soumis à la nomenclature M4 applicable aux services publics locaux industriels et commerciaux (SPIC).

On trouvera ci-après le récapitulatif de ces comptes administratifs dont le détail figure en fin du présent rapport :

Désignation du budget M14	Fonctionnement en €			Investissement en €			Résultat global en €	Pour mémoire Résultat global 2016
	Dépenses	Recettes	Résultat	Dépenses	Recettes	Résultat		
Principal	5 044 763,12	12 557 476,38	7 512 713,26	16 662 988,43	16 459 043,91	- 203 944,52	7 308 768,74	5 024 612,67
annexe Conseil	21 383,46	21 383,46	0	0	0	0	0	0

Désignation du budget annexe M4	Exploitation en €			Investissement en €			Résultat global en €	Pour mémoire Résultat global 2016
	Dépenses	Recettes	Résultat	Dépenses	Recettes	Résultat		
Prestations de services	32 021,97	32 021,97	0	0,01	0,01	0	0	0
Chaufferie de Scey	145 060,89	145 060,89	0	64 491,41	72 064,05	7 572,64	7 572,64	-2 635,79
Chaufferie de Gy	77 789,56	70 903,80	- 6 885,76	406 783,19	442 805,92	36 022,73	29 136,97	24 643,18
Chaufferie de Marnay	150 904,90	150 904,90	0	1 088 002,39	1 094 487,35	6 484,96	6 484,96	297,86
Chaufferie de Vesoul	0	0	0	0	0	0	0	0

Les caractéristiques principales de ces comptes administratifs sont les suivantes :

#### Budget principal :

Les dépenses de fonctionnement sont en augmentation d'environ 900 000 € par rapport à 2016 mais se maintiennent à un même niveau si l'on fait abstraction des amortissements (Le niveau élevé des amortissements 2017 est dû aux fortes subventions versées aux communes en 2016) et du reversement aux différentes communes et maîtres d'ouvrage des produits de la vente des CEE.

Les recettes de fonctionnement égales à environ 12 560 000 € reposent principalement sur la TCFE : environ 3 260 000 € et les redevances de concession : 1 350 000 €, qui reviennent au niveau de 2015. Le bon prix négocié de la vente des CEE contribue également à augmenter les recettes de l'exercice.

Ainsi, l'excédent de fonctionnement est d'environ 7 500 000 €.

Le déficit d'investissement est d'environ 200 000 € en baisse d'environ 1 600 000 € par rapport à 2016.

Cette diminution s'explique par la baisse des dépenses d'investissement dans tous les domaines d'activité du Syndicat (due à la fluctuation de la durée du solde financier des travaux sur le réseau de distribution d'électricité, à la baisse des demandes des communes et des travaux sous mandat).

Globalement, l'excédent budgétaire en fin d'exercice est d'environ 7 310 000 €.

Il est précisé qu'un excédent est nécessaire pour assurer la trésorerie compte tenu des décalages entre les dépenses et les recettes, et éviter ainsi d'avoir recours à une ligne de trésorerie qui générerait des frais financiers. Il permet également d'absorber les fluctuations d'activité et des flux financiers d'un exercice à l'autre.

#### Budgets annexes :

Le personnel est rémunéré par le budget principal. Toutefois les charges salariales des agents du service EnR qui travaillent sur des dossiers relevant du budget principal et de 6 budgets annexes sont réparties entre le budget principal et les budgets annexes dans les conditions suivantes.

#### **A) Répartition du salaire de la chargée de mission ENR :**

salaire 2017 de la chargée de mission EnR : A= 61 566,62 €

Elle est intervenue au cours de l'année 2017 sur le budget principal pour 10 % de son temps de travail au titre des certificats d'économie d'énergie et pour le reste sur les 6 budgets annexes du syndicat

**Salaire de la chargée de mission EnR à imputer aux budgets annexes** B=Ax90%= 54 480,85 €

#### **La répartition sur les budgets annexes est la suivante :**

**- Pour le budget annexe "Prestations de services" : selon la différence entre les prestations facturées et les dépenses de ce budget annexe**

Salaire de la chargée de mission Enr à imputer : C= 10 390,07 €

**- Pour les budgets annexes des 3 chaufferies : selon les durées précisées sur le tableau ci-dessous**

Nombre de jours travaillés par an : 52x5-25jours de congés -2jours supplémentaires - 11 jours fériés

Nombre de jours travaillés par an : D= 222

Coût journalier du salaire 2017 de la chargée de mission EnR E=A/D= 272,68 €

Temps passés par étape	DCE travaux	mar-chés	chan-tier	factu-res	autres	factu-ration clients	suivi exploi-tation	budget	TOTAL jours	Salaire à imputer
Gy				1	1	6	4	2	18	F= 4 991,94 €
Marnay				2	1	7	14	2	26	G= 7 210,58 €
Scey				2	1	6	14	2	25	H= 6 933,25 €

**- Pour le budget annexe "Conseil" : le reste de son temps**

soit : I=B-C-F-G-H= 5 321,22 €

#### **B) Répartition du salaire du Conseiller en énergie partagé :**

salaire 2017 du Conseiller en Energie Partagé : J= 32 124,48 €

Il est intervenu au cours de l'année 2017 sur le budget principal pour 50 % de son temps de travail au titre des certificats d'économie d'énergie et des travaux d'optimisation de l'éclairage public dont les communes conservent la maîtrise d'ouvrage et pour le reste sur le budget annexe "Conseil"

**Salaire du Conseiller en Energie Partagé à imputer sur le budget annexe "Conseil"**  
K=Jx50%= 16 062,24 €

**C) Montant des salaires à verser par les budgets annexes au budget principal :**  
L=B+K= 71 472,20 €

En application des dispositions retenues, ces charges salariales sont supportées par le budget principal. Elles lui sont reversées intégralement dans le cas des budgets chaufferies et prestations de services. L'activité conseil, déficitaire sur 2017, nécessite une aide versée par le budget principal correspondant à la différence entre le coût des charges salariales et le montant des participations récupérées.

#### Conseil

Les recettes correspondent à des participations des communes (3 999 €) et d'une communauté de communes (1 650 €) ayant bénéficié du conseil en énergie partagé ainsi que d'une aide du budget principal de 15 734.46 € pour compenser la charge salariale de 21 383,46 € et ainsi équilibrer les comptes.

#### Prestations de services

La rémunération de l'assistance à maîtrise d'ouvrage réalisée par le SIED 70 correspond à la charge salariale de l'agent affecté à ce service qui est reversée au budget principal. L'augmentation des montants (+ 208%) est représentative de l'activité du service.

#### Chaufferie de Scey-sur-Saône-et-Saint-Albin :

Les dépenses et recettes du budget d'exploitation sont un peu plus élevées que celles de 2016 (+ 19 % en dépenses, + 11.7 % en recettes) et s'équilibrent à 145 060.89 €.

L'excédent d'investissement s'élève à 7 572.64 € et constitue ainsi l'excédent global de l'exercice 2017.

#### Chaufferie de Gy :

Le résultat cumulé est égal à - 6 885.76 € en exploitation et + 36 022.73 € en investissement, soit un excédent global cumulé de + 29 136.97 €. L'intégralité des avances réalisées auprès du budget principal a été remboursée au cours de cette année 2017.

Le montant élevé des dépenses et recettes d'investissement d'un montant équivalent (à hauteur de 377 585.22€) au chapitre 23 s'explique par la nécessité d'effectuer des corrections des imputations liées à la construction initiale, sur les années antérieures, pour la bonne prise en compte des amortissements. Ces montants correspondent à des régularisations comptables, non à de nouveaux travaux ou de nouvelles recettes.

#### Chaufferie de Marnay :

Les dépenses et recettes du budget d'exploitation s'équilibrent à 150 904.90 €.

L'excédent d'investissement s'élève à 6 484.96 € et constitue l'excédent global de 2017.

Le montant élevé des dépenses et recettes d'investissement d'un montant équivalent (à hauteur de 1 037 111.71 €) au chapitre 23 s'explique par la nécessité d'effectuer des corrections des imputations liées à la construction initiale, sur les années antérieures, pour la bonne prise en compte des amortissements. Ces montants correspondent à des régularisations comptables, non à de nouveaux travaux ou de nouvelles recettes. La chaufferie de Marnay a toutefois nécessité en 2017 le remplacement d'un moteur de réduction et la mise en place d'un silencieux, ce qui explique la différence constatée à ce chapitre entre les dépenses et les recettes.

#### Chaufferie de Vesoul :

Les premières études n'ayant donné lieu à aucune dépense, le budget d'exploitation s'équilibre à 0 € tout comme la section d'investissement.

## Budgets primitifs 2018

### Budget principal :

#### La section de fonctionnement :

Ce budget repose sur un total de recettes de fonctionnement de 15 521 373,74 € comprenant principalement l'excédent 2017 (7 308 768,74 €), la TCFE (3 300 000 €) et les redevances de concession (1 300 000 €).

Les dépenses de fonctionnement sont de 10 842 850 € dont 4 852 500 € pour financer l'investissement et 4 262 000 € de dotations aux amortissements.

Elles tiennent compte également, si nécessaire, de charges de personnel supplémentaires pour faire face aux nouveaux services mis en œuvre par le syndicat dans le domaine des IRVE et des groupements d'achat d'énergie ainsi que de l'accroissement de l'activité dans le domaine des chaufferies bois, de la récupération des CEE et de l'hydro électricité et plus ponctuellement, dans le traitement des dossiers TEPCV et de l'appel à projets lancé par le syndicat pour la maîtrise de l'énergie dans les bâtiments communaux.

Le financement du personnel affecté aux énergies renouvelables et à la maîtrise de l'énergie représente une somme de 94 605 €. Comme en 2017, le budget 2018 ne prévoit plus de financer les charges des personnels du SIED 70 affectés aux chaufferies. Cette année, le budget principal ne sera pas amené à compléter le financement du CEP mais percevra un excédent en raison d'une forte subvention de l'ADEME.

Les charges des personnels affectés aux chaufferies et au CEP sont calculées selon le tableau ci-dessous :

#### **A) Répartition du salaire de la chargée de mission ENR :**

salaire estimé 2018 de la chargée de mission EnR : A= 62 000,00 €

Elle est intervenue au cours de l'année 2017 sur le budget principal pour 10 % de son temps de travail au titre des certificats d'économie d'énergie et pour le reste sur les 6 budgets annexes du syndicat

**Salaire de la chargée de mission EnR à imputer aux budgets annexes** B=Ax90%= 55 800,00 €

La répartition sur les budgets annexes est la suivante :

#### **- Pour le budget annexe "Prestations de services" : à 85% de la différence entre les prestations facturées et les dépenses de ce budget annexe**

Salaire de la chargée de mission Enr à imputer : C= 44 795,00 €

#### **- Pour les budgets annexes des 3 chaufferies : selon les durées précisées sur le tableau ci-dessous**

Nombre de jours travaillés par an : 52x5-25jours de congés -2jours supplémentaires - 11 jours fériés

Nombre de jours travaillés par an : D= 222

Coût journalier du salaire 2017 de la chargée de mission EnR :E=A/D= 279,28 €

Temps passés par étape	DCE travaux	mar-chés	chan-tier	factu-res	autres	factu-ration clients	suivi exploi-tation	budget	TOTAL jours	Salaire à imputer
Gy					1	0	4	2	7	F= 2 000,00 €
Marnay			2		1	0	8	2	13	G= 3 700,00 €
Scey			4		1	0	8	2	15	H= 4 200,00 €

#### **- Pour le budget annexe "Conseil" : le reste de son temps**

soit : I=B-C-F-G-H= 1 105,00 €

#### **B) Répartition du salaire du Conseiller en énergie partagé :**

salaire estimé 2018 du Conseiller en Energie Partagé : J= 33 000,00 €

Il est intervenu au cours de l'année 2017 sur le budget principal pour 50 % de son temps de travail au titre des certificats d'économie d'énergie et des travaux d'optimisation de l'éclairage public dont les communes conservent la maîtrise d'ouvrage et pour le reste sur le budget annexe "Conseil"

**Salaire du Conseiller en Energie Partagé à imputer sur le budget annexe "Conseil"**

K=Jx50%= 16 500,00 €

**C) Répartition du secrétariat du service EnR :**

salaires estimés 2018 du secrétariat du service EnR : L=

32 000,00 €

Le secrétariat du service EnR interviendra à 45% sur les chaufferies selon une répartition liée au nombre de compteurs, à 15% de la différence entre les prestations facturées et les dépenses du budget de prestations de services et le reste sur le budget principal

Répartition du secrétariat selon les budgets	Salaires à imputer
Chaufferie de Gy	M=LX45%X2/38 = 758 €
Chaufferie de Marnay	N=LX45%X24/38 = 9 095 €
Chaufferie de Scey	O=LX45%X12/38 = 4 547 €
Budget Prestations de services	P=LX25% = 7 905 €

**D) Montant des salaires à verser par les budgets annexes au budget principal :**

L=B+K+M+N+O+P =

94 605,00 €

La section d'investissement :

Outre les amortissements, les dépenses et recettes d'investissement sont déterminées, à partir de l'autofinancement du SIED 70, des recettes envisagées basées sur les aides du compte d'affectation spéciale « financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » (FACÉ) de 2017, (celles de 2018 n'ayant pas été notifiées à la date de rédaction de ce rapport), la participation de l'ADEME et de la Région sur le déploiement des bornes de recharge de véhicules électriques, le financement des concessionnaires et les participations des demandeurs de travaux calculées.

Ces dépenses et recettes peuvent être estimées comme il est indiqué sur le tableau ci-après, dans lequel le programme d'aménagement esthétique et celui des extensions ont été revu à la hausse compte tenu des demandes enregistrées à ce jour :

PRO-GRAMMES	TRAVAUX	Montant global TTC des travaux	Montant global HTVA des travaux du programme	Montant HT des travaux facturés par entreprises	Montant des travaux en régie	Montant minimum HT des travaux subventionnables par le FACÉ	Ventilation des ressources					Participation du SIED 70
							TVA récupérée	FACÉ ou ADEME (IRVE)	Région	Concessionnaires	Demandeurs de travaux	
<b>TRAVAUX SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE</b>												
FACE	tranche A/B : renforcement	2 011 000 €	1 700 000 €	1 552 500 €	147 500 €	1 400 000 €	311 000 €	1 120 000 €	0 €	0 €	0 €	580 000 €
	tranche A/B : extension	414 000 €	350 000 €	319 600 €	30 400 €	350 000 €	64 000 €	280 000 €	0 €	0 €	0 €	70 000 €
	tranche S : sécurisation fils BT nus	355 000 €	300 000 €	274 000 €	26 000 €	300 000 €	55 000 €	240 000 €	0 €	0 €	0 €	60 000 €
	tranche S : sécurisation petits fils BT nus	296 000 €	250 000 €	228 300 €	21 700 €	250 000 €	46 000 €	200 000 €	0 €	0 €	0 €	50 000 €
	tranche C : aménagement esthétique	769 000 €	650 000 €	593 600 €	56 400 €	350 000 €	119 000 €	280 000 €	0 €	0 €	195 000 €	175 000 €
syndical	renforcement et sécurisation hors FACÉ	0 €	0 €	0 €	0 €	/	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	aménagement esthétique A8	710 000 €	600 000 €	547 900 €	52 100 €	/	110 000 €	0 €	0 €	240 000 €	270 000 €	90 000 €
	aménagement esthétique hors A8 et FACÉ	1 064 000 €	900 000 €	821 900 €	78 100 €	/	164 000 €	0 €	0 €	0 €	270 000 €	630 000 €
	extension avec PCT (sans R2 dans 2 ans)	2 011 000 €	1 700 000 €	1 552 500 €	147 500 €	/	311 000 €	0 €	0 €	680 000 €	210 000 €	810 000 €
	extension hors PCT (avec R2 dans 2 ans)	473 000 €	400 000 €	365 300 €	34 700 €	/	73 000 €	0 €	0 €	0 €	73 000 €	327 000 €
<b>Totaux des travaux sur le réseau d'électricité</b>		<b>8 103 000 €</b>	<b>6 850 000 €</b>	<b>6 255 600 €</b>	<b>594 400 €</b>	<b>2 650 000 €</b>	<b>1 253 000 €</b>	<b>2 120 000 €</b>	<b>0 €</b>	<b>920 000 €</b>	<b>1 018 000 €</b>	<b>2 792 000 €</b>
<b>TRAVAUX SUR LES INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES</b>												
Total		307 000 €					0 €	225 000 €	45 000 €	0 €	0 €	
<b>INVESTISSEMENTS SOUS MANDAT : Autres programmes syndicaux :</b>												
SEP	Eclairage public : optimisation	1 549 000 €	1 309 484 €	1 195 884 €	113 600 €	/	0 €	0 €	0 €	0 €	501 000 €	1 048 000 €
	Eclairage public	1 613 000 €	1 363 060 €	1 244 760 €	118 300 €	/	0 €	0 €	0 €	0 €	1 381 000 €	232 000 €
S <sub>GCT</sub>	Génie civil de communications électroniques	871 000 €	736 731 €	672 831 €	63 900 €	/	0 €	0 €	0 €	0 €	807 100 €	63 900 €
<b>Totaux des travaux réalisés pour le compte de tiers</b>		<b>4 033 000 €</b>	<b>3 409 275 €</b>	<b>3 113 475 €</b>	<b>295 800 €</b>		<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>2 689 100 €</b>	<b>1 343 900 €</b>
<b>TOTAUX GENERAUX</b>		<b>12 443 000 €</b>	<b>10 259 275 €</b>	<b>9 369 075 €</b>	<b>890 200 €</b>	<b>2 650 000 €</b>	<b>1 253 000 €</b>	<b>2 345 000 €</b>	<b>45 000 €</b>	<b>920 000 €</b>	<b>3 707 100 €</b>	<b>4 135 900 €</b>

Le budget annexe « Conseil » :

Les financements extérieurs attendus en 2018 relèvent de participations des communes estimées à 4 193 € qui, avec une subvention attendue de l'ADEME de 40 000 €, permettront le financement de la dépense des personnels de 17 605 € et le reversement direct de l'excédent au budget principal de 26 588 €.

Le budget annexe « Prestations de services » :

Le budget fait ressortir une recette de 53 300 € qui pourront être reversés au budget principal (charges salariales des agents intervenants dans ces prestations de services) une fois déduite la cotisation foncière des entreprises.

Le budget annexe « Chaufferie de Scey-sur-Saône » :

Les recettes sur la base des tarifs en cours sont estimées à 113 447€. Le budget prévoit également près de 12 000€ (compte 2315) de travaux d'évacuation des eaux de la chaufferie. Pour la bonne prise en compte des amortissements, il y a lieu de rectifier les imputations liées à la construction initiale ce qui induit l'inscription de recettes et de dépenses d'un montant équivalent en investissement (23 555 € au chapitre 23). Les comptes d'exploitation et d'investissement s'équilibrent respectivement à 131 447 € et 66 927.64 €.

Le budget annexe « Chaufferie de Gy » :

La vente de chaleur devrait rapporter 57 185.76 €, pour une recette globale d'exploitation de 61 085.76 €. Cette recette permettrait de payer, notamment, des combustibles (20 742 €), différents frais, les personnels du SIED 70 (2 758€) et le coût d'exploitation de la chaufferie (10 500 €).

Les dépenses d'investissement permettront de financer les premières études et les travaux relatifs au raccordement du pôle scolaire et de la MASPA.

Les comptes d'exploitation et d'investissement s'équilibrent respectivement à 61 085.76 € et 49 922.73 €.

Le budget annexe « Chaufferie de Marnay » :

Les participations des usagers du service sont estimées à 156 895 € pour une recette globale de 165 795 € ce qui permet de payer les combustibles (70 300 €), différents frais, les personnels du SIED 70 (12 795 €) et le coût d'exploitation de la chaufferie (15 700 €).

Les comptes d'exploitation et d'investissement s'équilibrent respectivement à 165 795 € et 60 384.96 €.

Le budget annexe « Chaufferie de Vesoul » :

Ce budget prévoit un montant de 100 000 € pour les premières études, ce montant étant financé par une avance du budget principal sur le budget annexe.

**Contrat de concession électricité – engagement des discussions pour un nouveau contrat**

Un nouveau modèle de cahier des charges national approuvé par le conseil d'administration de la FNCCR le 31 mai 2017, a été signé, par la FNCCR, ENEDIS et France Urbaine le 18 décembre 2017. L'accord cadre national complet est inséré en pièce jointe du présent rapport.

A très court terme, et afin d'anticiper suffisamment la durée nécessaire à cette renégociation, la FNCCR préconise de signer un premier avenant avec ENEDIS, conformément à l'article 11 de l'accord cadre et suivant un modèle national à fournir prochainement.

En effet, du fait de l'arrivée à expiration à la fin de l'année 2017 du protocole d'accord du 18 septembre 2013 entre la FNCCR et ERDF (dit protocole de Montpellier permettant le lissage de la redevance R2), chaque autorité concédante est invitée à formaliser, par la signature d'un avenant avant le 30 juin 2018, sa volonté de conclure avec ENEDIS et EDF un nouveau contrat conforme au modèle de contrat annexé à l'accord-cadre à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2021. Cet avenant précise les modalités de maintien de l'effet, en matière de redevances de concession, des dispositions du protocole d'accord du 18 septembre 2013 jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouveau contrat qui est précisée par ledit avenant. Cet avenant répond à un souci de continuité tout en rappelant que la part R2 de la redevance de concession est la contrepartie d'un service rendu par l'autorité concédante en lien avec la mission concédée et présente une dimension essentiellement variable.

Concernant le SIED70, la signature de cet avenant permettra notamment de conserver les conditions avantageuses de calcul de la redevance R2 telles qu'elles existent aujourd'hui, en vue de préparer la signature du nouveau contrat avant le 1<sup>er</sup> juillet 2021 et grâce à l'effet de lissage procuré, de limiter l'impact négatif de l'introduction de la TCFE sur le mode de calcul actuel de la redevance R2.

Il sera proposé au Comité Syndical d'approuver le principe d'une négociation avec ENEDIS et EDF en vue de signer l'avenant nécessaire sur la base d'un modèle national avant le 30 juin 2018 et, de donner délégation au Président pour signer tous documents relatifs à la négociation et à la mise en place de toutes les dispositions s'y rapportant.

\*\*\*\*\*

## BUDGET PRINCIPAL

## Compte administratif 2017 et projet de budget primitif 2018

Nomenclature budgétaire : M14

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>128 567,04 €</b>	<b>258 950,00 €</b>	<b>155 909,77 €</b>	<b>318 350,00 €</b>
60611	Eau et assainissement	476,37 €	500,00 €	403,73 €	500,00 €
60612	Energie-électricité	5 252,86 €	35 000,00 €	15 903,16 €	65 000,00 €
60622	Carburants	8 604,93 €	10 000,00 €	8 694,92 €	10 000,00 €
60628	Autres fournitures non stockées	0,00 €	0,00 €	200,00 €	200,00 €
60631	Fournitures d'entretien	37,47 €	1 000,00 €	41,47 €	800,00 €
60632	Fournitures de petit équipement	194,64 €	1 200,00 €	821,90 €	1 200,00 €
60636	Vêtements de travail	0,00 €	1 000,00 €	712,94 €	1 000,00 €
6064	Fournitures administratives	3 937,27 €	9 000,00 €	6 493,61 €	9 000,00 €
6065	Livres, disques, cassettes	54,00 €	500,00 €	0,00 €	500,00 €
6068	Autres matières et fournitures	59,58 €	500,00 €	286,85 €	500,00 €
6078	Achats d'autres marchandises	500,40 €	9 000,00 €	1 593,60 €	9 000,00 €
6135	Locations mobilières	1 586,55 €	8 000,00 €	2 113,14 €	4 000,00 €
61521	Entretien et réparations : terrains	1 212,00 €	2 000,00 €	1 699,20 €	2 000,00 €
615221	Entretien et réparations : bâtiments publics	161,10 €	3 000,00 €	0,00 €	3 000,00 €
61551	Entretien et réparations du matériel roulant	4 902,48 €	10 000,00 €	10 623,57 €	12 000,00 €
61558	Entretien et réparations des autres biens mobiliers	3 450,14 €	5 000,00 €	2 307,26 €	20 000,00 €
6156	Maintenance	1 985,09 €	23 000,00 €	2 908,89 €	30 000,00 €
6161	Primes d'assurance : multirisques	1 992,72 €	2 200,00 €	2 042,70 €	2 200,00 €
6168	Primes d'assurance : autres	4 382,04 €	4 500,00 €	4 404,36 €	4 600,00 €
6182	Documentation générale et technique	1 106,52 €	1 500,00 €	514,00 €	1 500,00 €
6184	Versements à des organismes de formation	2 973,72 €	5 000,00 €	5 935,45 €	5 000,00 €
6188	Autres frais divers	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	734,56 €	850,00 €	804,19 €	850,00 €
6227	Frais d'actes, de contentieux	0,00 €	3 000,00 €	0,00 €	1 000,00 €
6228	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires divers	1 510,47 €	2 000,00 €	1 230,75 €	2 000,00 €
6231	Annonces et insertions	4 404,00 €	4 500,00 €	1 572,00 €	10 000,00 €
6232	Fêtes et cérémonies	2 336,51 €	8 000,00 €	3 743,10 €	8 000,00 €
6233	Foires et expositions	0,00 €	1 000,00 €	0,00 €	1 000,00 €
6236	Catalogues et imprimés	4 414,24 €	4 500,00 €	5 856,00 €	7 000,00 €
6237	Publications	475,10 €	700,00 €	475,10 €	1 000,00 €
6244	Transports administratifs	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6247	Transports collectifs	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6256	Missions	1 565,53 €	5 000,00 €	1 903,50 €	5 000,00 €
6257	Réceptions	2 174,78 €	500,00 €	0,00 €	0,00 €
6261	Frais d'affranchissement	10 149,03 €	11 000,00 €	11 743,92 €	13 000,00 €
6262	Frais de télécommunications	7 006,08 €	8 500,00 €	5 901,91 €	7 000,00 €
6281	Concours divers (cotisations)	41 784,78 €	45 000,00 €	47 390,27 €	48 000,00 €
6283	Frais de nettoyage des locaux	4 646,78 €	7 000,00 €	4 507,24 €	7 000,00 €
62878	Remboursements autres organismes	0,00 €	0,00 €	245,78 €	500,00 €
6288	Autres services extérieurs	720,00 €	20 000,00 €	0,00 €	20 000,00 €
63512	Taxes foncières	2 424,00 €	3 500,00 €	2 468,00 €	3 000,00 €
63513	Autres impôts locaux	944,00 €	1 500,00 €	133,00 €	1 500,00 €
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés	407,30 €	500,00 €	234,26 €	500,00 €
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>599 442,68 €</b>	<b>704 000,00 €</b>	<b>597 511,35 €</b>	<b>753 200,00 €</b>
6331	Versement de transport	1 688,00 €	2 000,00 €	1 725,00 €	2 000,00 €
6332	Cotisations versées au FNAL	1 624,00 €	2 000,00 €	1 659,00 €	2 000,00 €
6336	Cotisations aux centres de gestion de la FPT	7 151,02 €	8 000,00 €	7 629,49 €	8 500,00 €
64111	Rémunération principale (personnel titulaire)	272 870,47 €	300 000,00 €	262 121,39 €	300 000,00 €
64131	Rémunération principale (personnel non titulaire)	134 986,85 €	180 000,00 €	143 292,47 €	230 000,00 €
6451	Cotisations à l'URSSAF	71 917,00 €	80 000,00 €	74 456,00 €	80 000,00 €
6453	Cotisations aux caisses de retraites	66 727,16 €	80 000,00 €	66 758,83 €	80 000,00 €
6455	Cotisations pour assurance du personnel	18 515,14 €	24 000,00 €	17 118,45 €	22 000,00 €
6456	Cotisations FNC supplément familial	2 440,00 €	2 500,00 €	1 917,00 €	2 500,00 €
6458	Cotisations aux autres organismes	3 484,04 €	4 000,00 €	3 084,72 €	4 000,00 €
64731	Allocations de chômage versées directement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6475	Médecine du travail	0,00 €	200,00 €	25,00 €	200,00 €
6478	Autres charges sociales (titres de restaurant)	18 039,00 €	21 300,00 €	17 724,00 €	22 000,00 €
<b>014</b>	<b>Atténuation de produits</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>3 333 415,77 €</b>	<b>4 165 001,00 €</b>	<b>4 164 039,17 €</b>	<b>4 262 000,00 €</b>
675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
676	Différences sur réalisations transférées en investissement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6761	Différences sur réalisations transférées en investissement	0,00 €	1,00 €	1,00 €	0,00 €
6811	Dotations aux amortissements	3 333 415,77 €	4 165 000,00 €	4 164 038,17 €	4 262 000,00 €
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>58 438,06 €</b>	<b>95 100,00 €</b>	<b>76 970,62 €</b>	<b>98 800,00 €</b>
651	Redevances pour logiciels	0,00 €	0,00 €	248,40 €	500,00 €
6531	Indemnités des élus	39 076,98 €	50 000,00 €	39 647,38 €	50 000,00 €
6532	Frais de mission des élus	1 685,98 €	5 000,00 €	1 241,27 €	5 000,00 €
6533	Cotisations de retraite des élus	1 590,00 €	2 000,00 €	1 665,11 €	2 000,00 €
6534	Cotisation sécurité sociale	8 532,00 €	10 000,00 €	8 434,00 €	10 000,00 €
6535	Formation des élus	0,00 €	3 000,00 €	0,00 €	3 000,00 €
657363	Subventions de fonctionnement versée aux établissements à caractère administratif	7 553,10 €	15 100,00 €	15 734,46 €	18 300,00 €
657364	Subventions de fonctionnement versée aux établissements à caractère industriel et commercial	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

6574	Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé	0,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6615	Intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6618	Intérêts des autres dettes	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>18 180,59 €</b>	<b>351 000,00 €</b>	<b>50 332,21 €</b>	<b>551 000,00 €</b>
6711	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	242,28 €	1 000,00 €	0,00 €	1 000,00 €
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00 €	10 000,00 €	0,00 €	10 000,00 €
67441	Subventions aux budgets annexes	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
678	Autres charges exceptionnelles	17 938,31 €	340 000,00 €	50 332,21 €	540 000,00 €
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues de fonctionnement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>7 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>7 000,00 €</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>4 033 650,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>4 852 500,00 €</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>4 138 044,14 €</b>	<b>9 614 701,00 €</b>	<b>5 044 763,12 €</b>	<b>10 842 850,00 €</b>

#### SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>8 108,52 €</b>	<b>10 000,00 €</b>	<b>10 608,06 €</b>	<b>13 000,00 €</b>
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	762,72 €	1 000,00 €	3 630,46 €	4 000,00 €
6479	Remboursements sur autres charges sociales (titres de restaurant)	7 345,80 €	9 000,00 €	6 977,60 €	9 000,00 €
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>2 399 480,03 €</b>	<b>2 628 250,00 €</b>	<b>2 453 859,35 €</b>	<b>2 835 000,00 €</b>
722	Immobilisations corporelles	750 626,29 €	852 250,00 €	679 058,96 €	928 700,00 €
776	Différences sur réalisations reprises au compte de résultat	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
777	Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat	1 648 853,74 €	1 776 000,00 €	1 774 800,39 €	1 906 300,00 €
<b>70</b>	<b>Produits des services</b>	<b>70 607,70 €</b>	<b>78 900,00 €</b>	<b>71 472,20 €</b>	<b>94 605,00 €</b>
7078	Ventes d'autres marchandises	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
70841	Mise à disposition de personnel budgets annexes	70 607,70 €	78 900,00 €	71 472,20 €	94 605,00 €
70872	Remboursement par budgets annexes	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
70878	Remboursement par d'autres redevables	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>3 190 161,62 €</b>	<b>3 200 000,00 €</b>	<b>3 265 728,28 €</b>	<b>3 300 000,00 €</b>
7351	Taxe sur la consommation finale d'électricité	3 190 161,62 €	3 200 000,00 €	3 265 728,28 €	3 300 000,00 €
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
74711	Emplois jeunes	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
74718	Autres	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>1 170 027,06 €</b>	<b>1 100 000,00 €</b>	<b>1 354 687,42 €</b>	<b>1 326 588,00 €</b>
7551	Excédent des budgets annexes à caractère administratif	0,00 €	0,00 €	0,00 €	26 588,00 €
757	Redevances versées par les concessionnaires	1 170 027,06 €	1 100 000,00 €	1 354 687,42 €	1 300 000,00 €
7588	Produits divers de gestion courante	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>362 641,68 €</b>	<b>581 801,00 €</b>	<b>376 508,40 €</b>	<b>643 412,00 €</b>
7711	Dédits et pénalités perçus	8 647,66 €	10 000,00 €	0,00 €	10 000,00 €
7718	Autres produits exceptionnels de gestion	22 048,05 €	20 000,00 €	6 197,56 €	20 000,00 €
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	241 394,49 €	0,00 €	11 421,06 €	0,00 €
774	Subventions exceptionnelles	0,00 €	11 100,00 €	0,00 €	0,00 €
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00 €	1,00 €	1,00 €	0,00 €
778	Autres produits exceptionnels	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
7788	Produits exceptionnels divers	90 551,48 €	540 700,00 €	358 888,78 €	613 412,00 €
	<b>TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>7 201 026,61 €</b>	<b>7 598 951,00 €</b>	<b>7 532 863,71 €</b>	<b>8 212 605,00 €</b>
<b>002</b>	<b>EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>3 730 144,86 €</b>	<b>5 024 612,67 €</b>	<b>5 024 612,67 €</b>	<b>7 308 768,74 €</b>
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>10 931 171,47 €</b>	<b>12 623 563,67 €</b>	<b>12 557 476,38 €</b>	<b>15 521 373,74 €</b>
	<b>EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE</b>	<b>6 793 127,33 €</b>	<b>3 008 862,67 €</b>	<b>7 512 713,26 €</b>	<b>4 678 523,74 €</b>
	<b>EXCEDENT BUDGETAIRE GLOBAL DE L'EXERCICE</b>	<b>5 024 612,67 €</b>	<b>3 008 862,67 €</b>	<b>7 308 768,74 €</b>	<b>4 678 523,74 €</b>

#### SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>040</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>2 399 480,03 €</b>	<b>2 628 250,00 €</b>	<b>2 453 859,35 €</b>	<b>2 835 000,00 €</b>
13911	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - état et établissements nationaux	817 252,06 €	910 000,00 €	909 705,70 €	1 018 500,00 €
13913	Subventions d'équipement transférées - départements	72 986,51 €	73 500,00 €	73 387,89 €	73 400,00 €
139148	Subventions d'équipement transférées - communes	406 500,68 €	424 500,00 €	424 343,43 €	434 250,00 €
139158	Subventions transférées - groupements de collectivités	12 570,88 €	15 000,00 €	14 731,25 €	16 400,00 €
13918	Subventions d'équipement transférées - autres	339 543,61 €	353 000,00 €	352 632,12 €	363 750,00 €
23151	Installations : Réseau d'électricité	493 093,54 €	540 000,00 €	443 049,91 €	602 000,00 €
23152	Installations : IRVE	0,00 €	42 750,00 €	18 463,38 €	24 500,00 €
45812	Programme éclairage public	214 783,19 €	222 000,00 €	183 198,96 €	238 000,00 €
45813	Programme génie civil de télécommunications	42 749,56 €	47 500,00 €	34 346,71 €	64 200,00 €
45814	Programme infrastructures de recharge de véhicules électriques	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales</b>	<b>1 234 611,77 €</b>	<b>1 100 000,00 €</b>	<b>716 783,04 €</b>	<b>1 300 000,00 €</b>
2762	Créances sur transfert de TVA	1 234 611,77 €	1 100 000,00 €	716 783,04 €	1 300 000,00 €
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>39 444,09 €</b>	<b>50 000,00 €</b>	<b>4 741,61 €</b>	<b>20 000,00 €</b>
1313	Départements	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
13148	Autres communes	2 769,65 €	10 000,00 €	1 155,62 €	10 000,00 €
13158	Autres groupements	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1318	Autres programmes	36 674,44 €	40 000,00 €	3 585,99 €	10 000,00 €
13258	Subv des autres groupements	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1328	Autres programmes	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00 €</b>	<b>100 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
1641	Emprunts en euros	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1681	Autres emprunts	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
16818	Autres emprunts : autres prêteurs	0,00 €	100 000,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>11 742,20 €</b>	<b>50 000,00 €</b>	<b>3 162,48 €</b>	<b>35 000,00 €</b>
2031	Frais d'études	0,00 €	35 000,00 €	1 080,00 €	20 000,00 €
205	Concessions et droits similaires	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

2051	Concessions, droits similaires	11 742,20 €	15 000,00 €	2 082,48 €	15 000,00 €
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>3 702 266,68 €</b>	<b>3 680 000,00 €</b>	<b>3 048 264,66 €</b>	<b>3 450 000,00 €</b>
2041482	Subv aux autres communes pour bâtiments et autres installations	3 702 266,68 €	3 680 000,00 €	3 048 264,66 €	3 450 000,00 €
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>7 459,52 €</b>	<b>45 800,00 €</b>	<b>40 889,01 €</b>	<b>70 000,00 €</b>
2135	Installations générales, agencements, aménagements constructions	0,00 €	2 800,00 €	2 725,20 €	0,00 €
2138	Autres constructions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2181	Installations générales	4 332,08 €	10 000,00 €	8 478,72 €	10 000,00 €
2182	Matériel de transport	0,00 €	13 000,00 €	12 900,00 €	40 000,00 €
2183	Matériel de bureau et informatique	1 427,12 €	20 000,00 €	16 785,09 €	20 000,00 €
2184	Mobilier	1 700,32 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>6 252 775,45 €</b>	<b>7 340 000,00 €</b>	<b>5 856 490,62 €</b>	<b>7 907 000,00 €</b>
2315	Installations, matériel et outillage techniques - réseau d'électricité	882 552,59 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
23151	Installations, matériel et outillage techniques - réseau d'électricité	5 370 222,86 €	6 800 000,00 €	5 623 269,00 €	7 600 000,00 €
23152	Installations, matériel et outillage techniques - Infrastructures de	0,00 €	540 000,00 €	233 221,62 €	307 000,00 €
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>27</b>	<b>Autres immos financières</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>100 000,00 €</b>
2762	Créances sur transfert	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
27638	Créances sur autres établissements publics	0,00 €	0,00 €	0,00 €	100 000,00 €
<b>4581</b>	<b>Investissement sous mandat</b>	<b>3 292 677,58 €</b>	<b>3 400 000,00 €</b>	<b>2 770 283,00 €</b>	<b>3 860 000,00 €</b>
45812	Programme éclairage public	2 746 871,08 €	2 800 000,00 €	2 325 043,46 €	3 000 000,00 €
45813	Programme génie civil de télécommunications	545 806,50 €	600 000,00 €	445 239,54 €	860 000,00 €
<b>020</b>	<b>Dépenses imprévues d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>15 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>15 000,00 €</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>16 940 457,32 €</b>	<b>18 409 050,00 €</b>	<b>14 894 473,77 €</b>	<b>19 592 000,00 €</b>
<b>001</b>	<b>DEFICIT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>2 196 791,94 €</b>	<b>1 768 514,66 €</b>	<b>1 768 514,66 €</b>	<b>203 944,52 €</b>
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>19 137 249,26 €</b>	<b>20 177 564,66 €</b>	<b>16 662 988,43 €</b>	<b>19 795 944,52 €</b>
	<b>DEFICIT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b>	<b>1 768 514,66 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>203 944,52 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>RESTES A REALISER DE L'EXERCICE</b>				

#### SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>040</b>	<b>Opération d'ordre entre section</b>	<b>3 333 415,77 €</b>	<b>4 165 000,00 €</b>	<b>4 164 039,17 €</b>	<b>4 262 000,00 €</b>
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	0,00 €	0,00 €	1,00 €	0,00 €
28041481	Amortissement des biens mobiliers, matériels	79 764,68 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
28041482	Amortissement des bâtiments et installations	993 347,57 €	1 734 000,00 €	1 733 800,91 €	1 684 000,00 €
28051	Amortissement des immobilisations incorporelles : concessions et droits similaires, brevets, licences, ...	3 949,92 €	8 000,00 €	7 851,56 €	6 800,00 €
28138	Amortissement : autres constructions	191,30 €	200,00 €	191,30 €	200,00 €
281534	Amortissement : réseaux d'électrification	2 240 566,95 €	2 408 700,00 €	2 408 500,19 €	2 555 000,00 €
28181	Amortissement : installations générales	1 969,30 €	2 300,00 €	2 243,62 €	3 200,00 €
28182	Amortissement : matériel de transport	8 183,56 €	6 400,00 €	6 344,44 €	6 800,00 €
28183	Amortissement : matériel de bureau et informatique	4 531,82 €	4 200,00 €	4 025,45 €	4 900,00 €
28184	Amortissement : mobilier	910,67 €	1 200,00 €	1 080,70 €	1 100,00 €
28188	Amortissement : autres immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>041</b>	<b>Opération patrimoniales</b>	<b>1 234 611,77 €</b>	<b>1 100 000,00 €</b>	<b>716 783,04 €</b>	<b>1 300 000,00 €</b>
2315	Installations	1 234 611,77 €	1 100 000,00 €	716 783,04 €	1 300 000,00 €
2762	Créances sur transfert	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>2 203 459,94 €</b>	<b>1 772 514,66 €</b>	<b>1 772 079,66 €</b>	<b>205 444,52 €</b>
10222	FCTVA	6 668,00 €	4 000,00 €	3 565,00 €	1 500,00 €
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 196 791,94 €	1 768 514,66 €	1 768 514,66 €	203 944,52 €
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement reçues</b>	<b>5 079 201,88 €</b>	<b>4 722 400,00 €</b>	<b>5 262 559,22 €</b>	<b>4 350 000,00 €</b>
13111	Etat et établissements nationaux prog - travaux FACE	3 107 056,41 €	3 000 000,00 €	3 819 919,50 €	1 710 000,00 €
13112	Etat et établissements nationaux prog - travaux PCT	606 021,24 €	520 000,00 €	530 599,29 €	680 000,00 €
13113	Etat et établissements nationaux prog - travaux IRVE	0,00 €	225 000,00 €	0,00 €	225 000,00 €
13114	Etat et établissements nationaux prog - TEPCV	0,00 €	10 400,00 €	0,00 €	450 000,00 €
1312	Région	0,00 €	45 000,00 €	0,00 €	45 000,00 €
1313	Département	16 055,13 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
13148	Subv autres communes	716 479,65 €	560 000,00 €	398 736,73 €	740 000,00 €
13158	Subv des autres groupements	86 414,96 €	80 000,00 €	64 659,84 €	80 000,00 €
1318	Autres : transférables	547 174,49 €	282 000,00 €	448 643,86 €	420 000,00 €
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
2138	Autres constructions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
1681	Autres emprunts	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
16818	Autres emprunts : autres prêteurs	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>28 539,42 €</b>	<b>28 000,00 €</b>	<b>26 849,14 €</b>	<b>26 000,00 €</b>
2315	Installations, matériel et outillage techniques - réseau d'électricité	406,70 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
23151	Installations, matériel et outillage techniques - réseau d'électricité	28 132,72 €	28 000,00 €	26 849,14 €	26 000,00 €
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
238-2000	Avances ..., programme éclairage public	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
238-3000	Avances ... programme génie civil de télécommunications	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>1 234 611,77 €</b>	<b>1 100 000,00 €</b>	<b>716 783,04 €</b>	<b>1 300 000,00 €</b>
2762	Créances sur transfert de TVA	1 234 611,77 €	1 100 000,00 €	716 783,04 €	1 300 000,00 €
<b>4582</b>	<b>Investissements sous mandat</b>	<b>4 254 894,05 €</b>	<b>3 250 000,00 €</b>	<b>3 799 950,64 €</b>	<b>3 500 000,00 €</b>
45822	Programme éclairage public	3 785 279,28 €	2 800 000,00 €	3 304 613,50 €	2 900 000,00 €
45823	Programme génie civil de télécommunications	469 614,77 €	450 000,00 €	495 337,14 €	600 000,00 €
45824	Programme infrastructures de recharge de véhicules électriques	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>024</b>	<b>Produits des cessions</b>	<b>0,00 €</b>	<b>6 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	4 033 650,00 €	0,00 €	4 852 500,00 €
	<b>TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>17 368 734,60 €</b>	<b>20 177 564,66 €</b>	<b>16 459 043,91 €</b>	<b>19 795 944,52 €</b>
<b>001</b>	<b>EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>17 368 734,60 €</b>	<b>20 177 564,66 €</b>	<b>16 459 043,91 €</b>	<b>19 795 944,52 €</b>
	<b>EXCEDENT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

**SIED 70**  
**BUDGET ANNEXE N° 1 : CONSEIL**  
**Compte administratif 2017 et projet de budget primitif 2018**

Nomenclature budgétaire : M14

**SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES**

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
62871	Remboursement de frais à la collectivité de rattachement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>39 766,63 €</b>	<b>25 100,00 €</b>	<b>21 383,46 €</b>	<b>17 605,00 €</b>
6215	Personnel affecté par la collectivité	39 766,63 €	25 100,00 €	21 383,46 €	17 605,00 €
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>26 588,00 €</b>
6522	Reversement de l'excédent des budgets annexes à caractère administratif	0,00 €	0,00 €	0,00 €	26 588,00 €
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
6748	Autres subventions exceptionnelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues de fonctionnement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
022	Dépenses imprévues de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>042</b>	<b>Operations d'ordre entre sections</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
6811	Dotations aux amortissements	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	<b>TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>39 766,63 €</b>	<b>25 100,00 €</b>	<b>21 383,46 €</b>	<b>44 193,00 €</b>

**SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES**

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>30 491,53 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>40 000,00 €</b>
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	30 491,53 €	0,00 €	0,00 €	40 000,00 €
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>1 722,00 €</b>	<b>10 000,00 €</b>	<b>5 649,00 €</b>	<b>4 193,00 €</b>
7472	Participation de la région	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
74748	Participation des autres communes	1 722,00 €	10 000,00 €	3 999,00 €	4 193,00 €
74758	Participation des autres groupements	0,00 €	0,00 €	1 650,00 €	0,00 €
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>7 553,10 €</b>	<b>15 100,00 €</b>	<b>15 734,46 €</b>	<b>0,00 €</b>
774	Subventions exceptionnelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
7788	Produits exceptionnels divers	7 553,10 €	15 100,00 €	15 734,46 €	0,00 €
	<b>TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>39 766,63 €</b>	<b>25 100,00 €</b>	<b>21 383,46 €</b>	<b>44 193,00 €</b>
<b>002</b>	<b>EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>39 766,63 €</b>	<b>25 100,00 €</b>	<b>21 383,46 €</b>	<b>44 193,00 €</b>
	<b>EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
	<b>TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>001</b>	<b>DEFICIT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES**

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
	<b>TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>001</b>	<b>EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

**SIED 70**

**BUDGET ANNEXE N° 2 : EnR PRESTATIONS DE SERVICES**

**Compte administratif 2017 et projet de budget primitif 2018**

Nomenclature budgétaire : M4

**SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES**

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
678	Autres charges exceptionnelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 100,00 €</b>	<b>1 069,00 €</b>	<b>600,00 €</b>
617	Etudes et recherches	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6287	Remboursement de frais	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
635111	Cotisation foncière des entreprises	0,00 €	1 100,00 €	1 069,00 €	600,00 €
63513	Autres impôts locaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6353	Impôts indirects	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
6215	Personnel affecté par la collectivité	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
658	Charges diverses de gestion courante	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>10 390,07 €</b>	<b>35 000,00 €</b>	<b>30 952,97 €</b>	<b>52 700,00 €</b>
672	Reversement de l'excédent à la collectivité de rattachement	10 390,07 €	35 000,00 €	30 952,97 €	52 700,00 €
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
678	Autres charges exceptionnelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>10 390,07 €</b>	<b>36 100,00 €</b>	<b>32 021,97 €</b>	<b>53 300,00 €</b>
<b>002</b>	<b>DEFICIT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>10 390,07 €</b>	<b>36 100,00 €</b>	<b>32 021,97 €</b>	<b>53 300,00 €</b>

**SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES**

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>70</b>	<b>Vente de produits</b>	<b>10 390,07 €</b>	<b>36 100,00 €</b>	<b>32 021,97 €</b>	<b>35 000,00 €</b>
706	Prestations de service	10 390,07 €	36 100,00 €	32 021,97 €	35 000,00 €
<b>74</b>	<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
758	Produits divers de gestion courante	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>18 300,00 €</b>
774	Subventions exceptionnelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
778	Autres produits exceptionnels	0,00 €	0,00 €	0,00 €	18 300,00 €
	<b>TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>10 390,07 €</b>	<b>36 100,00 €</b>	<b>32 021,97 €</b>	<b>53 300,00 €</b>
<b>002</b>	<b>EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>10 390,07 €</b>	<b>36 100,00 €</b>	<b>32 021,97 €</b>	<b>53 300,00 €</b>
	<b>EXCEDENT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES**

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>040</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>0,01 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
13918	Subventions d'équipement transférées - autres	0,01 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales</b>	<b>0,01 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1,00 €</b>
1068	Autres réserves	0,01 €	0,00 €	0,00 €	1,00 €
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
2041482	Subventions d'équipement versées : bâtiments et installations	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>4581</b>	<b>Investissement sous mandat</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>0,01 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>001</b>	<b>DEFICIT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,01 €</b>	<b>0,01 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>0,01 €</b>	<b>0,01 €</b>	<b>0,01 €</b>	<b>1,00 €</b>
	<b>DEFICIT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b>	<b>0,01 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES**

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1,00 €</b>
4582	Investissement sous mandat	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1,00 €
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,01 €</b>	<b>0,01 €</b>	<b>0,00 €</b>
1068	Autres réserves	0,00 €	0,01 €	0,01 €	0,00 €
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement reçues</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
1318	Autres	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>4582</b>	<b>Investissement sous mandat</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>021</b>	<b>Virement de la section d'exploitation</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,01 €</b>	<b>0,01 €</b>	<b>1,00 €</b>
<b>001</b>	<b>EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,01 €</b>	<b>0,01 €</b>	<b>1,00 €</b>

**REGIE DES EnR DU SIED 70**  
**BUDGET ANNEXE CHAUFFERIE DE SCEY-SUR-SAONE-ET-SAINT-ALBIN**  
**Compte administratif 2017 et projet de budget primitif 2018**

Nomenclature budgétaire : M4

**SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES**

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>84 096,47 €</b>	<b>68 595,00 €</b>	<b>68 590,33 €</b>	<b>75 400,00 €</b>
<b>60</b>	<b>Achats et variation de stocks</b>	<b>51 125,43 €</b>	<b>51 165,00 €</b>	<b>51 227,27 €</b>	<b>57 600,00 €</b>
60221	Combustibles et carburants	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie, ...)	51 125,43 €	51 165,00 €	51 160,64 €	57 600,00 €
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement	0,00 €	0,00 €	66,63 €	0,00 €
<b>61</b>	<b>Autres charges externes : services extérieurs</b>	<b>14 388,01 €</b>	<b>15 660,00 €</b>	<b>15 812,66 €</b>	<b>16 000,00 €</b>
61528	Entretien et réparations sur biens immobiliers - autres	250,00 €	0,00 €	65,00 €	0,00 €
61558	Entretien et réparations sur autres biens mobiliers	14 138,01 €	360,00 €	15 747,66 €	16 000,00 €
6156	Maintenance	0,00 €	15 300,00 €	0,00 €	0,00 €
6168	Autres primes d'assurances	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>62</b>	<b>Autres charges externes: autres services extérieurs</b>	<b>757,03 €</b>	<b>800,00 €</b>	<b>702,40 €</b>	<b>800,00 €</b>
6226	Honoraires	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6231	Annonces et insertions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	100,00 €
6262	Frais de télécommunications	757,03 €	800,00 €	702,40 €	700,00 €
627	Services bancaires et assimilés	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6287	Remboursements de frais divers	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>63</b>	<b>Impôts, taxes et versement assimilés</b>	<b>17 826,00 €</b>	<b>970,00 €</b>	<b>848,00 €</b>	<b>1 000,00 €</b>
635111	Cotisation foncière des entreprises	522,00 €	550,00 €	547,00 €	600,00 €
63512	Taxes foncières	300,00 €	320,00 €	301,00 €	400,00 €
6353	Impôts indirects	17 004,00 €	100,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>6 407,98 €</b>	<b>7 000,00 €</b>	<b>6 933,25 €</b>	<b>8 747,00 €</b>
6215	Personnel affecté par la collectivité	6 407,98 €	7 000,00 €	6 933,25 €	8 747,00 €
6218	Autre personnel extérieur	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
658	Charges diverses de gestion courante	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>6 940,36 €</b>	<b>6 400,00 €</b>	<b>6 367,96 €</b>	<b>5 800,00 €</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	6 940,36 €	6 400,00 €	6 367,96 €	5 800,00 €
6615	Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6618	Intérêts des autres dettes	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6688	Autres charges financières	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>181,64 €</b>	<b>80,00 €</b>	<b>80,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
6711	Intérêts moratoires, pénalités	181,64 €	80,00 €	80,00 €	0,00 €
6718	Autres charges exceptionnelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>24 278,24 €</b>	<b>72 060,00 €</b>	<b>63 089,35 €</b>	<b>35 800,00 €</b>
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations	24 278,24 €	24 300,00 €	24 278,24 €	24 800,00 €
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	0,00 €	47 760,00 €	38 811,11 €	11 000,00 €
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 295,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>5 700,00 €</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
RESTES A REALISER (déficit partiel d'investissement de 2015 à inscrire au compte 6061 du budget 2016)		0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE</b>		<b>121 904,69 €</b>	<b>156 430,00 €</b>	<b>145 060,89 €</b>	<b>131 447,00 €</b>

**SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES**

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>17 980,71 €</b>	<b>18 000,00 €</b>	<b>17 980,71 €</b>	<b>18 000,00 €</b>
722	Immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
777	Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat	17 980,71 €	18 000,00 €	17 980,71 €	18 000,00 €
<b>70</b>	<b>Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises</b>	<b>104 016,00 €</b>	<b>134 430,00 €</b>	<b>123 081,18 €</b>	<b>113 447,00 €</b>
706	Prestations de services	104 016,00 €	134 430,00 €	123 081,18 €	113 447,00 €
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0,00 €</b>	<b>4 000,00 €</b>	<b>3 999,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
7718	Autres produits exceptionnels de gestion	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
773	Mandats annulés (exercice antérieur)	0,00 €	4 000,00 €	3 999,00 €	0,00 €
774	Subventions exceptionnelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
778	Autres produits exceptionnels	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE</b>		<b>121 996,71 €</b>	<b>156 430,00 €</b>	<b>145 060,89 €</b>	<b>131 447,00 €</b>
<b>002</b>	<b>EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>7 827,08 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>RESULTAT CUMULE</b>		<b>129 823,79 €</b>	<b>156 430,00 €</b>	<b>145 060,89 €</b>	<b>131 447,00 €</b>
<b>EXCEDENT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE</b>		<b>7 919,10 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL DE L'EXERCICE</b>		<b>2 635,79 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

## SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>040</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>17 980,71 €</b>	<b>18 000,00 €</b>	<b>17 980,71 €</b>	<b>18 000,00 €</b>
13911	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - état et établissements nationaux	4 306,04 €	4 300,00 €	4 306,04 €	4 300,00 €
13913	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - départements	4 306,04 €	4 300,00 €	4 306,04 €	4 300,00 €
13917	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - budget communautaire et fonds structurels	9 368,63 €	9 400,00 €	9 368,63 €	9 400,00 €
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>13 500,00 €</b>	<b>13 500,00 €</b>	<b>13 500,00 €</b>	<b>13 500,00 €</b>
1641	Emprunts en euros	13 500,00 €	13 500,00 €	13 500,00 €	13 500,00 €
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>3 352,42 €</b>	<b>39 024,21 €</b>	<b>22 455,81 €</b>	<b>35 427,64 €</b>
2312	Terrains	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 424,00 €
2313	Constructions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	20 131,00 €
2315	Installations, matériel et outillage techniques	3 352,42 €	39 024,21 €	22 455,81 €	11 872,64 €
<b>020</b>	<b>Dépenses imprévues d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>34 833,13 €</b>	<b>70 524,21 €</b>	<b>53 936,52 €</b>	<b>66 927,64 €</b>
<b>001</b>	<b>DEFICIT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>8 696,89 €</b>	<b>10 554,89 €</b>	<b>10 554,89 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>43 530,02 €</b>	<b>81 079,10 €</b>	<b>64 491,41 €</b>	<b>66 927,64 €</b>
	<b>DEFICIT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b>	<b>10 554,89 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

## SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>040</b>	<b>Opération d'ordre entre section</b>	<b>24 278,24 €</b>	<b>72 060,00 €</b>	<b>63 089,35 €</b>	<b>35 800,00 €</b>
15722	Provisions pour gros entretien et grandes révisions (budgétaires)	0,00 €	47 760,00 €	38 811,11 €	11 000,00 €
28131	Amortissements - bâtiments	2 523,26 €	2 500,00 €	2 523,26 €	2 500,00 €
28153	Amortissements - installations spécifiques	21 754,98 €	21 800,00 €	21 754,98 €	22 300,00 €
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>8 696,89 €</b>	<b>7 919,10 €</b>	<b>7 919,10 €</b>	<b>0,00 €</b>
1068	Autres réserves	8 696,89 €	7 919,10 €	7 919,10 €	0,00 €
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
1311	Etat et établissements nationaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1313	Département	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1314	Communes	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1315	Groupements de collectivités	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1317	Budget communautaire et fonds structurels	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
1641	Emprunts en euros	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 100,00 €</b>	<b>1 055,60 €</b>	<b>23 555,00 €</b>
2312	Terrains	0,00 €	1 100,00 €	1 055,60 €	0,00 €
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00 €	0,00 €	0,00 €	23 555,00 €
<b>021</b>	<b>Virement de la section d'exploitation</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>32 975,13 €</b>	<b>81 079,10 €</b>	<b>72 064,05 €</b>	<b>59 355,00 €</b>
<b>001</b>	<b>EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>7 572,64 €</b>
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>32 975,13 €</b>	<b>81 079,10 €</b>	<b>72 064,05 €</b>	<b>66 927,64 €</b>
	<b>SOLDE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>EXCEDENT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>7 572,64 €</b>	<b>0,00 €</b>

**REGIE DES EnR DU SIED 70**  
**BUDGET ANNEXE N°5 : CHAUFFERIE DE GY**  
**Compte administratif 2017 et projet de budget primitif 2018**

Nomenclature budgétaire : M4

**SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES**

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>39 401,64 €</b>	<b>28 430,00 €</b>	<b>28 420,62 €</b>	<b>32 742,00 €</b>
<b>60</b>	<b>Achats et variation de stocks</b>	<b>15 707,37 €</b>	<b>16 800,00 €</b>	<b>16 921,55 €</b>	<b>20 742,00 €</b>
60221	Combustibles et carburants	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie, ...)	15 707,37 €	16 800,00 €	16 854,92 €	20 742,00 €
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement	0,00 €	0,00 €	66,63 €	0,00 €
<b>61</b>	<b>Autres charges externes : services extérieurs</b>	<b>9 642,91 €</b>	<b>10 480,00 €</b>	<b>10 318,33 €</b>	<b>10 500,00 €</b>
61528	Entretien et réparations sur autres biens immobiliers	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
61558	Entretien et réparations sur autres biens mobiliers	9 642,91 €	1 080,00 €	10 318,33 €	10 500,00 €
6156	Maintenance	0,00 €	9 400,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>62</b>	<b>Autres charges externes: autres services extérieurs</b>	<b>799,36 €</b>	<b>850,00 €</b>	<b>703,74 €</b>	<b>800,00 €</b>
6231	Annonces et insertions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	100,00 €
6262	Frais de télécommunications	799,36 €	850,00 €	703,74 €	700,00 €
627	Services bancaires et assimilés	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>63</b>	<b>Impôts, taxes et versement assimilés</b>	<b>13 252,00 €</b>	<b>300,00 €</b>	<b>477,00 €</b>	<b>700,00 €</b>
635111	Cotisation foncière des entreprises	98,00 €	150,00 €	158,00 €	300,00 €
63512	Taxes foncières	0,00 €	150,00 €	319,00 €	400,00 €
6353	Impôts indirects	13 154,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>5 453,60 €</b>	<b>4 995,00 €</b>	<b>4 991,94 €</b>	<b>2 758,00 €</b>
6215	Personnel affecté par la collectivité	5 453,60 €	4 995,00 €	4 991,94 €	2 758,00 €
6218	Autre personnel extérieur	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
658	Charges diverses de gestion courante	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>4 012,04 €</b>	<b>4 100,00 €</b>	<b>3 799,48 €</b>	<b>3 800,00 €</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	4 012,04 €	4 100,00 €	3 799,48 €	3 800,00 €
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>45 694,51 €</b>	<b>11 100,00 €</b>	<b>11 100,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
6711	Intérêts moratoires, pénalités	9,48 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	45 685,03 €	11 100,00 €	11 100,00 €	0,00 €
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>0,00 €</b>	<b>12 300,00 €</b>	<b>12 241,15 €</b>	<b>12 300,00 €</b>
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations	0,00 €	12 300,00 €	12 241,15 €	12 300,00 €
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 148,63 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 600,00 €</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>94 561,79 €</b>	<b>62 073,63 €</b>	<b>60 553,19 €</b>	<b>54 200,00 €</b>
<b>002</b>	<b>DEFICIT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>17 236,37 €</b>	<b>17 236,37 €</b>	<b>6 885,76 €</b>
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>94 561,79 €</b>	<b>79 310,00 €</b>	<b>77 789,56 €</b>	<b>61 085,76 €</b>
	<b>DEFICIT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE</b>	<b>17 236,37 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>6 885,76 €</b>	<b>0,00 €</b>

**SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES**

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>0,00 €</b>	<b>4 100,00 €</b>	<b>3 847,97 €</b>	<b>3 900,00 €</b>
722	Immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
777	Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat	0,00 €	4 100,00 €	3 847,97 €	3 900,00 €
<b>70</b>	<b>Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises</b>	<b>57 307,50 €</b>	<b>70 210,00 €</b>	<b>55 046,96 €</b>	<b>57 185,76 €</b>
706	Prestations de services	57 307,50 €	70 210,00 €	55 046,96 €	57 185,76 €
<b>74</b>	<b>Subventions d'exploitation (avance du budget principal)</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
758	Produits divers de gestion courante	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0,00 €</b>	<b>5 000,00 €</b>	<b>12 008,87 €</b>	<b>0,00 €</b>
7718	Autres produits exceptionnels de gestion	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
773	Mandats annulés (exercice antérieur)	0,00 €	5 000,00 €	5 004,00 €	0,00 €
774	Subventions exceptionnelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
778	Autres produits exceptionnels	0,00 €	0,00 €	7 004,87 €	0,00 €
	<b>TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>57 307,50 €</b>	<b>79 310,00 €</b>	<b>70 903,80 €</b>	<b>61 085,76 €</b>
<b>002</b>	<b>EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>20 017,92 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>77 325,42 €</b>	<b>79 310,00 €</b>	<b>70 903,80 €</b>	<b>61 085,76 €</b>
	<b>EXCEDENT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>EXCEDENT BUDGETAIRE GLOBAL DE L'EXERCICE</b>	<b>24 643,18 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>29 136,97 €</b>	<b>0,00 €</b>

## SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>040</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>0,00 €</b>	<b>4 100,00 €</b>	<b>3 847,97 €</b>	<b>3 900,00 €</b>
13911	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - état et établissements nationaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
13913	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - départements	0,00 €	4 100,00 €	3 847,97 €	3 900,00 €
13917	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - budget communautaire et fonds structurels	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2312	Terrains	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2313	Constructions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
1317	Budget communautaire et fonds structurels	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>59 935,03 €</b>	<b>25 400,00 €</b>	<b>25 350,00 €</b>	<b>14 300,00 €</b>
1641	Emprunts en euros	14 250,00 €	14 300,00 €	14 250,00 €	14 300,00 €
1681	Autres emprunts	45 685,03 €	11 100,00 €	11 100,00 €	0,00 €
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 400,00 €</b>
2031	Frais d'études	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 400,00 €
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>75,00 €</b>	<b>444 879,55 €</b>	<b>377 585,22 €</b>	<b>26 322,73 €</b>
2312	Terrains	75,00 €	1 600,00 €	1 554,74 €	0,00 €
2313	Constructions	0,00 €	193 399,55 €	184 594,56 €	0,00 €
2313-01	Constructions (non amortissables)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2313-02	Constructions (amortissables)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00 €	249 880,00 €	191 435,92 €	26 322,73 €
<b>55</b>	<b>Avances de trésorerie versées</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
558	Autres avances	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>020</b>	<b>Dépenses imprévues d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>3 000,00 €</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>60 010,03 €</b>	<b>476 379,55 €</b>	<b>406 783,19 €</b>	<b>49 922,73 €</b>
<b>001</b>	<b>DEFICIT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>60 010,03 €</b>	<b>476 379,55 €</b>	<b>406 783,19 €</b>	<b>49 922,73 €</b>
	<b>DEFICIT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

## SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>040</b>	<b>Opération d'ordre entre section</b>	<b>0,00 €</b>	<b>12 300,00 €</b>	<b>12 241,15 €</b>	<b>12 300,00 €</b>
15722	Provisions pour gros entretien et grandes révisions (budgétaires)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1582	Autres provisions pour charges (budgétaires)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
28131	Amortissements - bâtiments	0,00 €	1 900,00 €	1 857,50 €	1 900,00 €
28153	Amortissements - installations spécifiques	0,00 €	10 400,00 €	10 383,65 €	10 400,00 €
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
1068	Autres réserves	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>7 906,92 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 600,00 €</b>
1311	Etat et établissements nationaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	800,00 €
1312	Région	0,00 €	0,00 €	0,00 €	800,00 €
1313	Département	7 906,92 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1314	Communes	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1315	Groupements de collectivités	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1317	Budget communautaire et fonds structurels	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>45 685,03 €</b>	<b>11 100,00 €</b>	<b>11 100,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
1641	Emprunts en euros	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1681	Autres emprunts	45 685,03 €	11 100,00 €	11 100,00 €	0,00 €
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>230,71 €</b>	<b>411 100,00 €</b>	<b>377 585,22 €</b>	<b>0,00 €</b>
2312	Terrains	230,71 €	1 300,00 €	276,00 €	0,00 €
2313	Constructions	0,00 €	162 300,00 €	155 626,43 €	0,00 €
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00 €	247 500,00 €	221 682,79 €	0,00 €
<b>021</b>	<b>Virement de la section d'exploitation</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>53 822,66 €</b>	<b>434 500,00 €</b>	<b>400 926,37 €</b>	<b>13 900,00 €</b>
<b>001</b>	<b>EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>48 066,92 €</b>	<b>41 879,55 €</b>	<b>41 879,55 €</b>	<b>36 022,73 €</b>
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>101 889,58 €</b>	<b>476 379,55 €</b>	<b>442 805,92 €</b>	<b>49 922,73 €</b>
	<b>SOLDE D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b>	<b>41 879,55 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>36 022,73 €</b>	<b>0,00 €</b>

**REGIE DES EnR DU SIED 70**  
**BUDGET ANNEXE N°6 : CHAUFFERIE DE MARNAY**  
**Compte administratif 2017 et projet de budget primitif 2018**

Nomenclature budgétaire : M4

**SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES**

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>72 498,50 €</b>	<b>76 355,00 €</b>	<b>76 351,29 €</b>	<b>87 400,00 €</b>
<b>60</b>	<b>Achats et variation de stocks</b>	<b>50 753,61 €</b>	<b>59 790,00 €</b>	<b>59 852,36 €</b>	<b>70 300,00 €</b>
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie, ...)	50 753,61 €	59 790,00 €	59 785,74 €	70 300,00 €
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement	0,00 €	0,00 €	66,62 €	0,00 €
<b>61</b>	<b>Autres charges externes : services extérieurs</b>	<b>17 963,25 €</b>	<b>15 365,00 €</b>	<b>15 416,11 €</b>	<b>16 000,00 €</b>
61528	Entretien et réparations sur autres biens immobiliers	0,00 €	260,00 €	260,00 €	300,00 €
61558	Entretien et réparations sur autres biens mobiliers	17 963,25 €	105,00 €	15 156,11 €	15 700,00 €
6156	Maintenance	0,00 €	15 000,00 €	0,00 €	0,00 €
6163	Autres primes d'assurances	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6168	Autres primes d'assurances	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>62</b>	<b>Autres charges externes: autres services extérieurs</b>	<b>884,64 €</b>	<b>900,00 €</b>	<b>740,82 €</b>	<b>600,00 €</b>
6231	Annonces et insertions	90,00 €	0,00 €	0,00 €	100,00 €
6262	Frais de télécommunications	794,64 €	900,00 €	740,82 €	500,00 €
627	Services bancaires et assimilés	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>63</b>	<b>Impôts, taxes et versement assimilés</b>	<b>2 897,00 €</b>	<b>300,00 €</b>	<b>342,00 €</b>	<b>500,00 €</b>
635111	Cotisation foncière des entreprises	68,00 €	100,00 €	106,00 €	200,00 €
63512	Taxes foncières	0,00 €	200,00 €	236,00 €	300,00 €
6353	Impôts indirects	2 829,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>8 589,42 €</b>	<b>7 211,00 €</b>	<b>7 210,58 €</b>	<b>12 795,00 €</b>
6215	Personnel affecté par la collectivité	8 589,42 €	7 211,00 €	7 210,58 €	12 795,00 €
6218	Autre personnel extérieur	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
658	Charges diverses de gestion courante	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>10 839,53 €</b>	<b>10 900,00 €</b>	<b>10 265,25 €</b>	<b>9 700,00 €</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	10 839,53 €	10 900,00 €	10 265,25 €	9 700,00 €
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>182,71 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
6711	Intérêts moratoires, pénalités	182,71 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6743	Subventions exceptionnelles de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>41 310,58 €</b>	<b>67 300,00 €</b>	<b>57 077,78 €</b>	<b>53 900,00 €</b>
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations	0,00 €	43 500,00 €	33 152,79 €	33 300,00 €
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	41 310,58 €	23 800,00 €	23 924,99 €	20 600,00 €
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 134,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 000,00 €</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>133 420,74 €</b>	<b>162 900,00 €</b>	<b>150 904,90 €</b>	<b>165 795,00 €</b>

**SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES**

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>0,00 €</b>	<b>12 100,00 €</b>	<b>8 850,52 €</b>	<b>8 900,00 €</b>
722	Immobilisations corporelles	0,00 €	12 100,00 €	0,00 €	0,00 €
777	Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat	0,00 €	0,00 €	8 850,52 €	8 900,00 €
<b>70</b>	<b>Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises</b>	<b>132 266,06 €</b>	<b>149 600,00 €</b>	<b>140 842,38 €</b>	<b>156 895,00 €</b>
706	Prestations de services	132 266,06 €	149 600,00 €	140 842,38 €	156 895,00 €
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 200,00 €</b>	<b>1 212,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
7718	Autres produits exceptionnels de gestion	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
773	Mandats annulés (exercice antérieur)	0,00 €	1 200,00 €	1 212,00 €	0,00 €
778	Autres produits exceptionnels	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	<b>TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>132 266,06 €</b>	<b>162 900,00 €</b>	<b>150 904,90 €</b>	<b>165 795,00 €</b>
<b>002</b>	<b>EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>1 154,68 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>133 420,74 €</b>	<b>162 900,00 €</b>	<b>150 904,90 €</b>	<b>165 795,00 €</b>
	<b>EXCEDENT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>EXCEDENT BUDGETAIRE GLOBAL DE L'EXERCICE</b>	<b>297,86 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>6 484,96 €</b>	<b>0,00 €</b>

## SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>040</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>0,00 €</b>	<b>12 100,00 €</b>	<b>8 850,52 €</b>	<b>8 900,00 €</b>
13911	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - état et établissements nationaux	0,00 €	12 100,00 €	2 003,98 €	2 000,00 €
13913	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - départements	0,00 €	0,00 €	4 548,98 €	4 600,00 €
13917	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - budget communautaire et fonds structurels	0,00 €	0,00 €	2 297,56 €	2 300,00 €
2312	Terrains	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2313	Constructions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>234 209,46 €</b>	<b>38 500,00 €</b>	<b>38 500,00 €</b>	<b>38 500,00 €</b>
1641	Emprunts en euros	38 500,00 €	38 500,00 €	38 500,00 €	38 500,00 €
1681	Autres emprunts	195 709,46 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>2 610,00 €</b>	<b>1 061 997,86 €</b>	<b>1 040 651,87 €</b>	<b>12 984,96 €</b>
2312	Terrains	75,00 €	9 000,00 €	4 923,11 €	0,00 €
2313	Constructions	0,00 €	379 000,00 €	378 283,28 €	0,00 €
2315	Installations, matériel et outillage techniques	2 535,00 €	673 997,86 €	657 445,48 €	12 984,96 €
<b>020</b>	<b>Dépenses imprévues d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>236 819,46 €</b>	<b>1 112 597,86 €</b>	<b>1 088 002,39 €</b>	<b>60 384,96 €</b>
<b>001</b>	<b>DEFICIT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>236 819,46 €</b>	<b>1 112 597,86 €</b>	<b>1 088 002,39 €</b>	<b>60 384,96 €</b>
	<b>DEFICIT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

## SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

N° de compte	Intitulé	Compte administratif 2016	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>040</b>	<b>Opération d'ordre entre section</b>	<b>41 310,58 €</b>	<b>67 300,00 €</b>	<b>57 077,78 €</b>	<b>53 900,00 €</b>
15722	Provisions pour gros entretien et grandes révisions (budgétaires)	41 310,58 €	23 800,00 €	23 924,99 €	20 600,00 €
1582	Autres provisions pour charges (budgétaires)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
28131	Amortissements - bâtiments	0,00 €	0,00 €	3 596,23 €	3 600,00 €
28153	Amortissements - installations spécifiques	0,00 €	43 500,00 €	29 556,56 €	29 700,00 €
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>3 696,46 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
1068	Autres réserves	3 696,46 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>110 584,65 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
1311	Etat et établissements nationaux	19 824,07 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1313	Département	15 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1317	Budget communautaire et fonds structurels	75 760,58 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
1641	Emprunts en euros	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1681	Autres emprunts	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>112,63 €</b>	<b>1 045 000,00 €</b>	<b>1 037 111,71 €</b>	<b>0,00 €</b>
2312	Terrains	112,63 €	1 000,00 €	276,00 €	0,00 €
2313	Constructions	0,00 €	255 000,00 €	254 517,70 €	0,00 €
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00 €	789 000,00 €	782 318,01 €	0,00 €
238	Avance sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>021</b>	<b>Virement de la section de fonctionnement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>155 704,32 €</b>	<b>1 112 300,00 €</b>	<b>1 094 189,49 €</b>	<b>53 900,00 €</b>
<b>001</b>	<b>EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>81 413,00 €</b>	<b>297,86 €</b>	<b>297,86 €</b>	<b>6 484,96 €</b>
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>237 117,32 €</b>	<b>1 112 597,86 €</b>	<b>1 094 487,35 €</b>	<b>60 384,96 €</b>
	<b>EXCEDENT D'INVESTISSEMENT</b>	<b>297,86 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>6 484,96 €</b>	<b>0,00 €</b>

**REGIE DES EnR DU SIED 70**  
**BUDGET ANNEXE N°7 : CHAUFFERIE DE VESOUL**  
**Compte administratif 2017 et projet de budget primitif 2018**  
Nomenclature budgétaire : M4

**SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES**

N° de compte	Intitulé	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>60</b>	<b>Achats et variation de stocks</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
60221	Combustibles et carburants	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie, ...)	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>61</b>	<b>Autres charges externes : services extérieurs</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
61528	Entretien et réparations sur autres biens immobiliers	0,00 €	0,00 €	0,00 €
61558	Entretien et réparations sur autres biens mobiliers	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6156	Maintenance	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>62</b>	<b>Autres charges externes: autres services extérieurs</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
6262	Frais de télécommunications	0,00 €	0,00 €	0,00 €
627	Services bancaires et assimilés	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>63</b>	<b>Impôts, taxes et versement assimilés</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
635111	Cotisation foncière des entreprises	0,00 €	0,00 €	0,00 €
63512	Taxes foncières	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6353	Impôts indirects	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
6215	Personnel affecté par la collectivité	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6218	Autre personnel extérieur	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
658	Charges diverses de gestion courante	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
6711	Intérêts moratoires, pénalités	0,00 €	0,00 €	0,00 €
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>002</b>	<b>DEFICIT ANTERIEUR REPORTE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>DEFICIT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

**SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES**

N° de compte	Intitulé	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
<b>042</b>	<b>Opérations d'ordre entre sections</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
722	Immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €
777	Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>70</b>	<b>Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
706	Prestations de services	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>74</b>	<b>Subventions d'exploitation (avance du budget principal)</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
758	Produits divers de gestion courante	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
7718	Autres produits exceptionnels de gestion	0,00 €	0,00 €	0,00 €
773	Mandats annulés (exercice antérieur)	0,00 €	0,00 €	0,00 €
774	Subventions exceptionnelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €
778	Autres produits exceptionnels	0,00 €	0,00 €	0,00 €

	<b>TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
002	<i>EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>EXCEDENT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>EXCEDENT BUDGETAIRE GLOBAL DE L'EXERCICE</b>			

#### SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

N° de compte	Intitulé	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
040	<i>Opérations d'ordre entre sections</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €
13911	<i>Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - état et établissements nationaux</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €
13913	<i>Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - départements</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €
13917	<i>Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - budget communautaire et fonds structurels</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2312	<i>Terrains</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2313	<i>Constructions</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2315	<i>Installations, matériel et outillage techniques</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
1317	Budget communautaire et fonds structurels	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
1641	Emprunts en euros	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1681	Autres emprunts	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>100 000,00 €</b>
2031	Frais d'études	0,00 €	0,00 €	100 000,00 €
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>100 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
2312	Terrains	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2313	Constructions	100 000,00 €	0,00 €	0,00 €
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>020</b>	<b>Dépenses imprévues d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>100 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>100 000,00 €</b>
001	<i>DEFICIT ANTERIEUR REPORTE</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>100 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>100 000,00 €</b>
	<b>DEFICIT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

#### SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

N° de compte	Intitulé	Budget 2017	Compte administratif 2017	Projet de budget primitif 2018
040	<i>Opération d'ordre entre section</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €
15722	<i>Provisions pour gros entretien et grandes révisions (budgétaires)</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1582	<i>Autres provisions pour charges (budgétaires)</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €
28131	<i>Amortissements - bâtiments</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €
28153	<i>Amortissements - installations spécifiques</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
1068	Autres réserves	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
1313	Département	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>100 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>100 000,00 €</b>
1641	Emprunts en euros	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1681	Autres emprunts	100 000,00 €	0,00 €	0,00 €
1687	Autres dettes	0,00 €	0,00 €	100 000,00 €
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
2312	Terrains	0,00 €	0,00 €	0,00 €
238	Avance sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €
021	<i>Virement de la section d'exploitation</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	<b>TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>100 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>100 000,00 €</b>
001	<i>EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>100 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>100 000,00 €</b>
	<b>SOLDE D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

## **Accord-cadre FNCCR France Urbaine Enedis EDF**

### **Un nouveau modèle de contrat de concession pour une relation contractuelle modernisée entre les autorités concédantes, Enedis et EDF garantissant la qualité du service concédé et adaptée aux enjeux de la transition énergétique**

#### **Préambule**

La FNCCR (Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies), France Urbaine, Enedis et EDF (désignées ci-après les « Parties ») expriment leur attachement au modèle concessif français de la distribution d'électricité et de la fourniture aux tarifs réglementés de vente. Ce modèle s'appuie sur la solidarité territoriale et le rôle déterminant des collectivités dans la définition des enjeux énergétiques des territoires, ainsi que sur une optimisation nationale de la concession dans un contexte de régulation assurant l'égalité de traitement et la péréquation.

Les Parties ont souhaité rénover le modèle de contrat de concession en y intégrant les contextes légal, réglementaire et régulateur en vigueur et en tenant compte de la montée en puissance des enjeux de la transition énergétique. L'accroissement durable de la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, bas carbone et décentralisée, ainsi que le développement d'usages nouveaux de l'électricité se réaliseront en effet, en grande partie, en s'appuyant sur les réseaux publics de distribution. La transition énergétique confère ainsi à ces réseaux un rôle d'avenir.

La fluidité des relations de l'autorité concédante avec Enedis, gestionnaire de réseau public de distribution, d'une part, et avec EDF, fournisseur aux tarifs réglementés de vente, d'autre part, est essentielle à l'efficacité du service public concédé.

Le présent accord-cadre entre les Parties définit un nouveau modèle de contrat de concession constitué de la convention de concession, de son cahier des charges et des annexes à ce dernier.

La FNCCR, France Urbaine, Enedis et EDF ont rédigé ce modèle en partageant les points suivants :

- La distribution publique d'électricité et la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente constituent des missions de service public essentielles pour la satisfaction des besoins des territoires et de leurs habitants ; conformément aux articles L. 111-52, L. 121-4 et L. 121-5 du code de l'énergie, ces missions sont assurées respectivement par Enedis, pour le développement et l'exploitation du réseau public de distribution, et par EDF, pour la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente aux clients raccordés au réseau public de distribution ;
- Enedis, la FNCCR et France Urbaine confirment leur attachement aux principes d'égalité de traitement, de péréquation nationale et de tarif uniforme de la distribution publique de l'électricité sur le territoire ;
- La possibilité, notamment pour les clients particuliers, de faire le choix, dans les conditions fixées par le code de l'énergie, d'une fourniture d'électricité aux conditions d'un tarif réglementé de vente

concourt à la cohésion sociale et sa mise en œuvre par EDF assure une égalité de traitement entre les clients ;

- Les missions de service public de distribution et de fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente s'inscrivent désormais dans le contexte de la transition énergétique ;
- La dévolution de nouvelles compétences et missions aux collectivités territoriales dans le domaine de l'énergie crée un contexte nouveau dans lequel les autorités concédantes exerçant le rôle d'autorités organisatrices de la distribution et de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente sont appelées à jouer un rôle important.

Les Parties s'engagent à une mise en œuvre réussie de ce nouveau modèle de contrat et des principes exposés ci-dessus. A cette fin, elles conviennent notamment des dispositions ci-après.

### **Article 1<sup>er</sup> - Nouveau modèle de contrat de concession**

Les Parties préconisent de mettre en œuvre le modèle de contrat de concession annexé au présent accord-cadre pour la négociation des contrats de concession à conclure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Les Parties invitent les acteurs locaux à prendre en compte l'équilibre contractuel du modèle qu'elles ont établi à la maille nationale. Elles soulignent la cohérence de cet ensemble contractuel, en particulier la solidarité de ses dispositions (techniques et financières) dans la durée.

Inscrit dans un cadre national, cet ensemble contractuel offre des possibilités de prise en compte des enjeux locaux en lien avec l'efficacité et la qualité des missions concédées et les ambitions des territoires en matière de transition énergétique. La mise en œuvre du nouveau modèle de contrat devra tenir compte de la situation spécifique des concessions recouvrant en tout ou partie plusieurs départements à la date du présent accord-cadre.

### **Article 2 - Indexation de la part R1 de la redevance de concession**

Les Parties s'accordent à considérer que les effets de l'augmentation de la part R1 de la redevance consécutifs à la signature d'un contrat de concession conforme au modèle annexé au présent accord-cadre doivent bénéficier durablement aux autorités concédantes concernées, tout en tenant compte de l'évolution des caractéristiques propres de la concession, notamment l'évolution des longueurs de réseau et de la population.

C'est pourquoi elles conviennent, dans une logique de solidarité territoriale, d'atténuer les conséquences d'une baisse récurrente de la population d'une concession syndicale départementale ou quasi départementale<sup>1</sup>, d'une métropole ou d'une communauté urbaine (observée trois années sur une période de quatre années consécutives, à périmètre contractuel constant) qui conduirait à une diminution ou à une stagnation de la part R1 de la redevance.

Pour les autorités concédantes concernées et pour chaque exercice au cours duquel un tel constat serait établi, les Parties conviennent de ne retenir la diminution annuelle de la population qu'à hauteur de 25% pour le calcul de l'indexation annuelle de la part R1 de la redevance.

### **Article 3 - Investissements éligibles aux termes I et C de la part R2 de la redevance de concession**

Pour la mise en œuvre de l'article 2 de l'annexe 1 au cahier des charges annexé, la FNCCR, France Urbaine et Enedis préciseront, dans un accord-cadre national signé avant le 30 juin 2018, les modalités pratiques d'application des conditions d'éligibilité aux termes I et C de la part R2 de la redevance, en particulier le modèle de convention tripartite entre l'autorité concédante, le propriétaire de l'immeuble et Enedis relative

---

<sup>1</sup> Concession regroupant la majorité des communes du Département

à la rénovation de branchements collectifs électriques dans le cadre d'opérations de rénovation urbaine ou de réhabilitation de l'habitat vétuste ou insalubre.

Lorsque 5 ans au moins se seront écoulés à compter de la signature du présent accord-cadre, la liste des investissements éligibles aux termes I et C de la part R2 de la redevance et leurs modalités de prise en compte dans le calcul de cette dernière pourront, le cas échéant, être modifiées dans le cadre d'un accord national entre la FNCCR, France Urbaine et Enedis, de façon à tenir compte du retour d'expérience de la mise en application locale du nouveau modèle de contrat et des éventuelles évolutions des technologies de réseau dans le contexte de la transition énergétique.

#### **Article 4 - Disposition transitoire pour les autorités concédantes dont le territoire relève en totalité du régime urbain**

Lorsque le concessionnaire est maître d'ouvrage, sur le territoire de la concession, de l'ensemble des travaux, à l'exception éventuelle de ceux prévus au A) de l'article 8 du cahier des charges, l'autorité concédante percevra pendant 5 ans à compter de la date d'entrée en vigueur de son contrat de concession, un terme complémentaire dénommé F, défini comme le montant qui, pour chaque autorité concédante concernée, assure que, chaque année, la somme de F et de la part R2 de la redevance de concession, incluant, le cas échéant, la majoration exceptionnelle l'année d'entrée en vigueur du contrat, majoration définie à l'article 5 ci-après, et la part de la majoration au titre de la départementalisation affectée à la part R2, soit égale à la moyenne des parts R2 versées de 2012 à 2015<sup>2</sup>.

Cette disposition figurera dans le contrat de concession des autorités concédantes concernées correspondant au modèle annexé au présent accord-cadre.

#### **Article 5 - Majoration exceptionnelle de la part R2 de la redevance de concession au titre de l'année d'entrée en vigueur du contrat**

Les Parties conviennent d'une majoration exceptionnelle de la part R2 de la redevance de concession à verser au titre de la première année civile complète d'application du contrat égale à :

- 7% du montant de la part R2 à verser selon les dispositions prévues à l'article 2.3.2 de l'annexe 1 lorsque ce dernier montant est strictement inférieur à la moyenne des parts R2 versées de 2012 à 2015<sup>2</sup> ;
- 5% du montant de la part R2 à verser selon les dispositions prévues à l'article 2.3.2 de l'annexe 1 lorsque ce dernier montant est égal ou supérieur, dans la limite de 30 000 euros, à la moyenne des parts R2 versées de 2012 à 2015<sup>2</sup>.

Si l'autorité concédante perçoit une majoration de la redevance de concession au titre de la départementalisation, la part R2 à verser selon les dispositions prévues à l'article 2.3.2 de l'annexe 1 est majorée de la part de cette majoration affectée à la part R2, selon les modalités définies au paragraphe 2.4 de l'article 2 de l'annexe 1 au cahier des charges de concession, avant application de la majoration exceptionnelle de la part R2 l'année d'entrée en vigueur du contrat.

Ces dispositions figureront dans le contrat de concession des autorités concédantes concernées correspondant au modèle annexé au présent accord.

#### **Article 6 - Majoration de la redevance de concession au titre de la départementalisation**

Dans un souci de cohérence territoriale, les Parties conviennent de maintenir la majoration pour départementalisation résultant de l'accord-cadre du 5 juillet 2007 signé entre la FNCCR et EDF en l'intégrant aux dispositions contractuelles dans les conditions précisées au paragraphe 2.4 de l'article 2 de l'annexe 1 au cahier des charges de concession. Ces dispositions se substituent à celles de l'accord-cadre précité et du

---

<sup>2</sup> Sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 2.3.2.2. de l'annexe 1

protocole d'accord du 18 septembre 2013 entre ERDF et la FNCCR pour les autorités concédantes signataires d'un contrat établi selon le nouveau modèle annexé au présent accord-cadre.

Cette majoration sera perçue tant que la concession regroupera l'ensemble des communes du département desservies par le concessionnaire.

### **Article 7 - Répartition de la maîtrise d'ouvrage**

Conformément aux dispositions, d'une part, du septième alinéa du I de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales et de l'article L. 322-6 du code de l'énergie, selon lesquelles les autorités concédantes « *ont la faculté de faire exécuter, en tout ou en partie à leur charge, les travaux de premier établissement, d'extension, de renforcement et de perfectionnement des ouvrages de distribution* » et, d'autre part, de l'article 322-8 du code de l'énergie, selon lesquelles, « *sans préjudice des dispositions du septième alinéa du I de l'article L. 2224-31, un gestionnaire de réseau de distribution d'électricité est, dans sa zone de desserte exclusive, notamment chargé, dans le cadre des cahiers des charges de concession, de définir et de mettre en œuvre les politiques d'investissement et de développement des réseaux de distribution, d'assurer la conception et la construction des ouvrages ainsi que la maîtrise d'œuvre des travaux relatifs à ces réseaux, en informant annuellement l'autorité organisatrice de la distribution de leur réalisation, et d'assurer, dans des conditions objectives transparentes et non discriminatoires l'accès à ces réseaux* », la maîtrise d'ouvrage des travaux est répartie entre l'autorité concédante et le gestionnaire du réseau de distribution de manière à assurer l'égalité d'accès au réseau des différentes parties du périmètre de la concession, notamment des territoires ruraux.

Les grands principes de la répartition de la maîtrise d'ouvrage des travaux convenus sont ceux exposés ci-dessous. Ils tiennent compte de l'appartenance des communes de la concession au régime urbain ou au régime rural d'électrification et de l'évolution de cette appartenance. Ils résultent de leur volonté commune de préserver un équilibre national dans la répartition de la maîtrise d'ouvrage. Dans ce cadre, il existe deux options.

L'option privilégiée est le statu quo dans la répartition de la maîtrise d'ouvrage par commune ou catégorie de communes et par nature de travaux au 31 décembre 2017, sous réserve que cette dernière n'ait pas donné lieu à des contestations établies à cette date, sans préjudice de la possibilité pour l'autorité concédante d'exercer la maîtrise d'ouvrage des extensions BT pour les raccordements d'installations accédant pour la première fois au réseau qui comportent, dès le raccordement, à la fois de la production et de la consommation, dans les limites précisées à l'article 6 du modèle de cahier des charges annexé au présent accord-cadre.

L'autre option, par exception aux principes énoncés ci-dessus, consiste à retenir la répartition suivante de la maîtrise d'ouvrage :

**a.** L'autorité concédante réalise, en tout ou partie, dans le cadre de ses actions sur les réseaux BT en faveur des communes situées en zone d'électrification rurale :

- les renforcements ;
- les extensions en soutirage ;
- des travaux de sécurisation ;
- des travaux d'enfouissement ;
- les extensions BT pour le raccordement des installations individuelles neuves, accédant pour la première fois au réseau, qui comportent, dès le raccordement, à la fois de la production d'électricité pour une puissance inférieure ou égale à 6 kVA et de la consommation ;
- les extensions BT pour le raccordement des bâtiments publics neufs comportant simultanément de la production d'électricité pour une puissance inférieure ou égale à 36 kVA et de la consommation.

**b.** Par ailleurs, sans préjudice des dispositions de l'article 8 du modèle de cahier des charges annexé au présent accord-cadre, l'autorité concédante peut réaliser dans le cadre de ses actions en faveur de communes urbaines, en contrepartie du reversement par celles-ci de plus de la moitié de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) ou lorsque le concédant conserve au moins la moitié de la TCCFE collectée directement en lieu et place de ces communes :

- certains travaux sur des zones urbaines, notamment pour des extensions sur des opérations portant sur des bâtiments communaux et intercommunaux sous maîtrise d'ouvrage des collectivités adhérentes pour la compétence distribution d'électricité ainsi que de leurs intercommunalités.
- des extensions BT pour le raccordement d'installations de consommation collective (immeuble, lotissement) construites sous maîtrise d'ouvrage communale ou intercommunale.

**c.** Le gestionnaire du réseau de distribution réalise les travaux suivants :

- tous les travaux dans les périmètres de communes urbaines (extensions, branchements individuels et collectifs, renforcements en HTA et BT), à l'exception de ceux définis au A) de l'article 8 du cahier des charges si l'autorité concédante entend en exercer la maîtrise d'ouvrage ;
- les travaux sur le réseau HTA (renforcements et extensions, y compris pour les ZAC, lotissements et bâtiments collectifs) ;
- les extensions BT en soutirage dans les communes situées en zone d'électrification rurale pour lesquelles l'autorité concédante n'entend pas exercer cette maîtrise d'ouvrage ;
- les extensions pour le raccordement des installations de production (s'agissant des cas cités aux deux derniers tirets du paragraphe a. ci-dessus, lorsque l'autorité concédante n'entend pas exercer cette maîtrise d'ouvrage) ;
- les branchements pour raccorder une installation de soutirage ou de production ;
- les déplacements d'ouvrages.

Toute répartition de la maîtrise d'ouvrage s'écartant des deux options définies ci-dessus ne peut résulter que d'un accord local justifié par une appréciation conjointe de l'autorité concédante concernée et du gestionnaire du réseau de distribution des circonstances particulières qui fondent le recours à cette répartition.

Le tableau figurant à l'article 5 de l'annexe 1 au modèle de cahier des charges annexé au présent accord-cadre sera complété en conséquence par l'autorité concédante et le gestionnaire du réseau de distribution.

#### **Article 8 - Guides de conception du réseau**

La FNCCR, France Urbaine et Enedis conviennent de procéder conjointement à la mise à jour des guides de conception du réseau de distribution mentionnés à l'article 14 du modèle de cahier des charges annexé au présent accord et de les compléter en tant que de besoin, de façon à couvrir tout le champ possible d'exercice de la maîtrise d'ouvrage des autorités concédantes (canalisations BT, postes HTA/BT, canalisations HTA), dans un délai de 12 mois à compter de la signature du présent accord-cadre. Enedis informera la FNCCR et France Urbaine des modifications ou ajouts significatifs opérés dans la documentation technique du gestionnaire du réseau de distribution. La FNCCR, France Urbaine et Enedis examineront périodiquement l'opportunité d'une mise à jour du guide.

#### **Article 9 - Cartographie du réseau**

La FNCCR, France Urbaine et Enedis encouragent la signature de conventions cartographiques à moyenne et grande échelle selon l'accord conclu entre la FNCCR et Enedis le 23 décembre 2015. Par exception, il est admis que certaines conventions cartographiques à grande échelle signées entre l'autorité concédante et le gestionnaire du réseau de distribution préalablement à la signature de l'accord du 23 décembre 2015,

peuvent, à la demande de l'autorité concédante, continuer à s'appliquer postérieurement à la signature d'un nouveau contrat correspondant au modèle annexé au présent accord.

### **Article 10 - Energie réservée**

Le modèle de cahier des charges annexé au présent accord-cadre ne reprend pas les dispositions en matière d'énergie réservée figurant dans le modèle de cahier des charges antérieur tel que mis à jour par accord-cadre signé le 5 juillet 2007, pour les motifs suivants :

- les autorités concédantes bénéficiaires d'énergie réservée tiennent leurs droits d'une attribution soit de l'Etat soit du Département conformément à l'art L. 522-2 du code de l'énergie ;
- le redevable de l'obligation de fournir l'énergie réservée est le concessionnaire de la chute d'eau. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, les droits à énergie réservée font l'objet d'un versement financier au profit du bénéficiaire de la part du concessionnaire de la ou des chutes d'eau concernées.

Pour autant, les autorités concédantes concernées ont la faculté d'introduire une disposition relative à l'énergie réservée à l'annexe 1 au modèle de cahier des charges annexé au présent accord-cadre, conformément à l'article L. 522-3 du code de l'énergie.

### **Article 11 - Modalités de déploiement du nouveau modèle de contrat**

Les Parties encouragent une renégociation rapide et coordonnée des contrats en vigueur. Elles se fixent comme objectif, dans la mesure du possible, que les contrats en cours soient renouvelés selon le nouveau modèle en vue d'une entrée en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2021.

Cela implique notamment d'anticiper suffisamment la durée nécessaire, pouvant aller jusqu'à 18 mois, pour établir le schéma directeur et le premier programme pluriannuel d'investissements incluant le diagnostic préalable.

Du fait de l'arrivée à expiration à la fin de l'année 2017 du protocole d'accord du 18 septembre 2013 entre la FNCCR et ERDF, chaque autorité concédante est invitée à formaliser, par la signature d'un avenant avant le 30 juin 2018, sa volonté de conclure avec Enedis et EDF un nouveau contrat conforme au modèle de contrat annexé au présent accord-cadre à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2021. Cet avenant précise les modalités de maintien de l'effet, en matière de redevances de concession, des dispositions du protocole d'accord du 18 septembre 2013 jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouveau contrat qui est précisée par ledit avenant.

Cet avenant répond à un souci de continuité tout en rappelant que la part R2 de la redevance de concession est la contrepartie d'un service rendu par l'autorité concédante en lien avec la mission concédée et présente une dimension essentiellement variable.

Le bénéfice des dispositions figurant aux articles 2, 4 et 5 du présent accord-cadre est réservé aux contrats entrant en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2021.

### **Article 12 - Concertation entre les Parties**

Afin d'assurer une mise en œuvre cohérente des dispositions contractuelles et une compréhension partagée de ces dispositions au regard de l'intention des Parties, celles-ci créent par le présent accord-cadre un comité de suivi qui se réunira périodiquement, au minimum une fois par an, et à chaque fois que l'une ou l'autre des Parties en fera la demande. Ce comité de suivi aura les missions suivantes :

- échanger régulièrement des informations sur le déploiement du nouveau modèle ;
- expliciter les modalités de mise en œuvre de certaines des dispositions du nouveau modèle de contrat et y apporter les éventuelles améliorations nécessaires ;
- examiner les difficultés rencontrées localement dans la négociation de nouveaux contrats de concession ;

- traiter de tout point issu de discussions locales dont la portée excède la dimension locale ;
- traiter de tout thème, en lien avec les missions du comité décrites ci-dessus, proposé par l'une ou l'autre des Parties.

En cas de changement de circonstances non envisagé lors de la conclusion de l'accord-cadre impactant durablement et significativement le modèle concessif national, ledit comité se réunira pour définir les modifications des articles impactés par ces changements.

Ledit comité pourra aussi inviter des représentants de l'Etat et de la Commission de régulation de l'énergie en fonction des thèmes abordés.

Les Parties conviennent de se rencontrer dans un délai de deux (2) mois à compter de la signature de l'accord-cadre afin d'établir ensemble la liste des premiers thèmes qui pourront être abordés en lien avec les missions du comité, ainsi que les principes de fonctionnement dudit comité, étant entendu que l'ordre du jour du comité de suivi comprendra l'ensemble des demandes transmises par chacune des parties avec un délai de prévenance suffisant.

### **Article 13 - Date d'effet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Fait à Paris, le....., en quatre exemplaires originaux.

Pour la FNCCR

Pour France Urbaine

Pour Enedis

Pour EDF

Xavier PINTAT  
Président

Jean-Luc MOUDENC  
Président

Philippe MONLOUBOU  
Président du  
Directoire

Henri LAFONTAINE  
Directeur Commerce

## **Annexes à l'accord-cadre FNCCR France Urbaine Enedis EDF**

*(Ces documents sont consultables à l'adresse suivante : <https://www.sied70.fr/CDC.zip>)*

- Modèle de convention
- Modèle de cahier des charges
- Modèles d'annexes au cahier des charges